

A. De Jonghe

## LA LUTTE HIMMLER-REEDER POUR LA NOMINATION D'UN HSSPF A BRUXELLES \*

QUATRIÈME PARTIE :

*SALZBOURG AVANT ET APRÈS*

EVOLUTION POLITIQUE  
D'AOUT 1943 A JUILLET 1944

Pour des raisons de nature technique, l'article d'A. De Jonghe qui devait, à l'origine, clôturer la série d'études consacrées à la lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles se répartira finalement encore sur deux numéros des *Cahiers*. Comme le lecteur le sait, la préhistoire de la nomination de Junglaus en tant que HSSPF à Bruxelles s'est déroulée dans un double contexte : politique et policier. Himmler voulait que son représentant dans la capitale belge le fût pleinement et disposât, à cet effet, d'une double compétence : une compétence politique par le contrôle, en fait la conduite, de la collaboration politique en Flandre et en Wallonie ; et une compétence policière par la direction allemande et le contrôle direct de la police belge dans le territoire occupé.

L'article publié dans cette livraison traite du contexte politique au cours de la période qui s'étend d'août 1943 (rupture entre le VNV et la SS) à juillet 1944 (établissement d'une administration civile avec sa conséquence automatique, la nomination de Junglaus en tant que HSSPF). L'étude du contexte policier au cours de la même période paraîtra dans le prochain numéro des *Cahiers*.

Si, dans les faits, il est évidemment difficile de séparer les aspects politique et policier, les exigences d'une claire exposition déterminent cependant l'historien à le faire.

\* Traduit du néerlandais. Liste des abréviations p. 184.

## I. SALZBOURG (AOUT 1943-MARS 1944)

## § 1. Elias dans l'expectative (septembre-octobre 1943)

Le 14 août 1943, Elias avait, en tant que chef du VNV, consommé la rupture avec la SS par l'annonce de l'arrêt du recrutement pour la *Waffen-SS* (1). C'était là un fait sans précédent dans l'histoire de la collaboration politique dans les pays occidentaux considérés comme germaniques (2). Dans ce conflit suscité par Elias lui-même, Reeder n'avait pas hésité à souligner la bonne volonté du chef du VNV en sorte qu'il paraissait la justifier quoiqu'il écrivit déplorer et réprover une rupture qui suivait de très près la capitulation de l'Italie (3). Cette réprobation ne l'avait cependant pas empêché de prendre ouvertement position contre Himmler lorsque ce dernier tenta de remplacer le VNV par la DeVlag et Rex dans l'administration du pays occupé. Le Chef de l'administration militaire avait audacieusement exprimé sa conviction que la DeVlag n'était qu'un groupuscule et que, par ailleurs, le VNV restait, provisoirement au moins, indispensable. Une dissolution volontaire ou forcée, avait-il encore affirmé, constituerait une perte irréparable et une tragédie pour la puissance allemande et un triomphe indéniable pour l'ennemi anglais. Les VNV déçus et aigris, loin d'aller renforcer la DeVlag, passeraient dans le camp des anglophiles. Reeder avait conclu par un avertissement. Si le *Reichsführer-SS* (à ce moment déjà aussi ministre de l'Intérieur) voulait imposer sa volonté, l'administration d'occupation ne pourrait assumer la responsabilité des conséquences (4).

De façon tout aussi téméraire, Reeder s'en était pris à Degrelle, second allié local d'Himmler et protégé d'Hitler depuis janvier 1943. En octobre, l'impudent chef rexiste (pourtant soumis à l'autorité militaire) avait osé critiquer directement auprès d'Himmler et d'Hitler la politique du *Militärbefehlshaber* compétent, le général von Falkenhausen. Un Reeder profondément indigné avait alors, à la place de son chef, prit la plume pour exprimer une fois franchement son opinion sur le prétentieux, intrigant, vaniteux, versatile et maladroit Degrelle qui se voyait devenir le « roi non couronné de Belgique » et essayait, à cette fin, de mettre hors cause l'administration d'occupation. Quoique soldat courageux et propagandiste de talent, Degrelle, selon Reeder,

(1) *Cabiers*, 5, pp. 149 et sqq.

(2) Dans son discours du 5 juin aux cadres du NSB (Mouvement National-socialiste aux Pays-Bas), à Utrecht, Mussert avait attaqué avec une extrême violence l'impérialisme grandallemand et la SS (non expressément citée). Il sembla alors « que la rupture ouverte entre le NSB et la SS Germanique allait être suivie quelques jours plus tard d'une rupture entre le NSB et la puissance occupante ». On ne dépassa cependant pas le stade des mots. Le 22 juin, Mussert prit à nouveau la parole, à La Haye, pour confirmer publiquement « l'unité brusquement improvisée » entre le NSB et la SS (IN 't VELD, *De SS en Nederland Documenten uit SS-archieven 1935-1945*, pp. 295-296 et 298-299. DE JONG, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog*, 7, pp. 1.230-1.233). On ne sait si Elias a été inspiré par le premier discours de Mussert. Le parallélisme entre le développement de la méfiance du NSB et du VNV à l'égard de la politique SS est en tout cas frappant.

(3) TB 25 (T-501, 106, 489-90).

(4) *Cabiers*, 5, pp. 160-167.

ne pouvait entrer en ligne de compte pour un travail politique durable. Comme son mouvement en perpétuel recul, il s'était déjà permis trop de conversions tactiques que pour être encore considéré comme un facteur politique sérieux. Degrelle et son parti étaient incapables de créer un mouvement populaire sur la base de leurs idées. Pour ces raisons le mouvement rexiste ne dépasserait jamais le stade d'une affaire de parti (5).

Lors de sa rupture avec la SS, Elias s'était attendu à une « réaction tranchante » (6). Elle ne se produisit pas. Au début de septembre, dans son discours de Turnhout, il déclara être prêt à poursuivre la collaboration avec l'Allemagne, mais en précisant que cette collaboration devait s'accompagner « du droit de résister à tous ceux qui méconnaissent notre existence nationale » (7). Ces paroles s'adressaient clairement à la DeVlag et à sa protectrice, la SS. La presse allemande avait reçu la consigne d'ignorer le VNV (8) sauf en cas d'instruction du DNB (9). Mais le diligent Berger s'appliqua à faire savoir, à la mi-octobre, au *Reichsführer* ce qu'Elias avait osé dire quelques semaines auparavant lors de la cérémonie de remise des étendards à la *Dietse Militie-Zwarte Brigade* à Anvers, à savoir que les Flamands « sont un rameau de la souche néerlandaise, ... plus qu'une souche germanique ou qu'un rameau de la Grande Germanie, mais sont devenus un peuple et une nation, par la conquête d'une langue et d'une culture propres, par une évolution historique particulière, par l'existence de caractères nationaux » (10). Himmler ne réagit pas.

La réaction n'était toujours pas venue lorsque le 17 octobre, Elias déclara l'incompatibilité de la double appartenance au VNV et à la DeVlag. Cette interdiction ne se situait pas exclusivement dans le prolongement de la rupture avec la SS puisque, outre la DeVlag, elle valait également « pour les groupements et les associations plus ou moins confidentielles qui poursuivaient des idéaux thiois » (11) — formulation offensante qui assimilait les

(5) *Cabiers*, 5, p. 167.

(6) Pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

(7) *Volk en Staat*, 7-8 septembre 1943.

(8) *Tagesparole des Reichspressechefs*, 12 octobre 1943 (BAK, ZgS, *Sammlung Oberbeimann*, 109/45). Pour les instructions à la presse concernant le VNV et la DeVlag, voir *infra*, p. 108, note 63.

(9) DNB = *Deutsches Nachrichtenbüro*, l'agence de presse officielle allemande.

(10) Berger à Brandt, à l'attention d'Himmler, 14 octobre 1943 (BAK, NS 19/285, F. 311-312). En annexe, de longs extraits du discours d'Elias du 26 septembre 1943 (traduction allemande) « mit Bitte um Vorlage beim Reichsführer-SS ». Le texte du discours fut publié dans *Volk en Staat* du 28 septembre 1943. Par nation, Elias entend un peuple conscient de son identité.

(11) *Volk en Staat*, 19 octobre 1943. A la tournée des cadres du VNV du 6 juin 1943, Elias avait déjà déclaré incompatibles l'appartenance à la DeVlag et l'exercice d'une fonction dirigeante dans le VNV (*Cabiers*, 5, p. 111). Un an auparavant, à la journée des cadres du 12 juin 1942, De Clercq avait interdit la double appartenance aux VNV qui occupaient une fonction dirigeante dans la DeVlag (A. Vandenberghe, bourgmestre VNV d'Oudenaarde, au *Kreiskommandant* d'Alost, 18 septembre 1942. CREHSGM, Légion flamande, 59. TB 22, T-501, 105, 1221). En fait, De Clercq avait déjà voulu interdire purement et simplement la double appartenance en avril-mai 1942 mais Reeder s'y était alors opposé et avait menacé de prendre « des mesures appropriées » (*Cabiers*, 4, p. 122).

groupements et organisations thiois en question à la DeVlag par eux combattue (tout autant que par le VNV) (12). Cette formulation présente l'avantage d'expliciter la cause de la contestation à l'intérieur du VNV à l'encontre de la politique d'Elias considérée comme insuffisamment thioise parce que trop allemande. Elias avait émis des avertissements à propos de cette évolution des thiois vers la germanophobie (13).

On ignore les causes de la réserve d'Himmler. S'attendait-il à ce qu'Elias n'applique pas sa décision du 14 août et autorise à nouveau le recrutement pour la *Waffen-SS* ? Lassait-il les choses suivre leur cours dans l'espoir que les circonstances conduiraient le chef du VNV à se rapprocher de la SS ? L'historien doit se contenter de poser ces questions. Ce qui est sûr, c'est que, début octobre 1943, le VNV était encore, dans des milieux de la *Germanische Leitstelle* de Berger, considéré comme indispensable pour le recrutement de volontaires SS (14).

Dans sa virulente rivalité politique avec le VNV, la DeVlag avait toujours essayé de supplanter le premier, qui s'appuyait sur son « droit de primogéniture », et de l'éclipser par l'érection d'organisations parallèles. Amer, Elias écrivit dans son importante lettre du 7 mai 1943 à Reeder : « Il n'y a aucun terrain sur lequel depuis lors (15) le VNV n'ait rencontré la DeVlag, soutenue par la SS, en tant qu'ennemi et concurrent haineux et impitoyable » (16). Il était toutefois un seul domaine où, à la fin de 1943, la DeVlag n'avait pas encore réussi à s'imposer : celui des organisations de jeunesse. Ce n'était pourtant point faute d'efforts (17). Une circonstance objectivement

(12) Cfr W. Grauls à Elias, 24 octobre 1943 : « Après trois ans d'atermolements la double appartenance à la DeVlag et au VNV a été déclarée incompatible... Pour faire accepter la chose au SD, nous avons proscrit les Thiois. *Echange de bons procédés!* » (Arch. pers. A. C'est d'E. Verhoeven que nous avons reçu une copie de cette lettre. Qu'il soit ici remercié.) L'appréciation de W. Grauls à l'encontre de la décision d'Elias n'est pas fondée, le chef du VNV ne pouvant solliciter, en faveur de son mouvement, l'appui de son adversaire, le *Sicherheitsdienst*, et ce, même à l'égard des Thiois.

(13) Discours d'Elias à la journée des cadres VNV, 6 juin 1943 (*Volck en Staat*, 8 juin 1943). IN 't VELD, *op. cit.*, p. 1074.

(14) *Bericht aus dem germanischen SS-Ausbildungslager Sennheim der Germanischen Leitstelle*, sans date (début octobre 1943) (BAK, NS I/vorl. 524). Le rédacteur du rapport expose que les dissensions politiques internes entre les volontaires flamands font rage jusque dans le camp d'instruction SS. Les adeptes de la SS forment « un bon et pratique matériau politique et militaire ». Les adeptes du VNV, par contre, sont « pour la plus grande partie, affligés d'une mentalité provinciale à courte vue ne considérant le *Volkestum* flamand que dans une perspective grandthioise ». Pour « l'action germanique », il n'y a plus beaucoup à attendre de la direction du VNV. Elle est, cependant, provisoirement encore, indispensable au recrutement de volontaires. Reeder, également, affirme qu'au cours de l'été et de l'automne 1943, le recrutement pour la *Waffen-SS* en Flandre a eu un succès sans cesse décroissant et que la DeVlag est incapable de compenser les pertes causées par l'abstention du VNV (TB 25, T-501, 106, 523-524).

(15) C'est-à-dire depuis fin mars 1942. A cette date, une délimitation des tâches avait été conclue entre le VNV et la DeVlag. En réalité, le VNV fut forcé par Reeder de l'accepter (*Cahiers*, 4, pp. 76-81).

(16) Elias à Reeder, 7 mai 1943 (Arch. pers. A.).

(17) La question de l'organisation de jeunesse n'est traitée que marginalement dans le cadre de cette étude.

favorable à la DeVlag résidait dans le désir que l'administration d'occupation eut, dès le début, de mettre fin à la subordination de fait de la NSJV (*Nationaalsocialistische Jeugd Vlaanderen* = Jeunesse Nationale-socialiste flamande) au VNV par l'érection d'une organisation de jeunesse dite politiquement indépendante (sans, d'ailleurs, vouloir mettre la DeVlag dans le jeu). Début mai 1943, Elias avait refusé d'entrer dans les vues de Reeder et de révoquer le chef de la NSJV, E. Lehembre, parce que le *Leider* était conscient de ce que ce désir cachait l'intention politique de l'occupant de séparer l'organisation de jeunesse du VNV (18). Dans la seconde moitié d'août, quelques jours après qu'Elias eut consommé la rupture avec la SS, Lehembre se rendit à son tour à la *Befehlsstelle* de la *Jugendführung* à Bruxelles et, au nom du chef du VNV, déclara que dorénavant, toute collaboration serait refusée à des activités de jeunesse telles que la *Kinderlandverschickung*, le *Landdienst*, les Camps de sport de plein air, le *Langemarckstudium*. Il était, en effet, apparu que ces initiatives n'avaient abouti qu'à établir des instruments de germanisation déguisée. Un Lehembre exaspéré osa utiliser à ce sujet le terme d'activité « criminelle » (19).

Dès la fin mai, dans une lettre à Berger, Van de Wiele avait plaidé pour la création d'une nouvelle organisation de jeunesse sous le nom de Jeunesse Hitlérienne Flamande (*Vlaamse Hitlerjeugd*). Il y a tout lieu de croire qu'il avait déjà personnellement, quelques semaines auparavant, abordé la question avec Himmler (20). En octobre, la percée de la DeVlag sur le terrain de l'organisation de jeunesse était un fait. Le 15, Van de Wiele reçut de la direction nationale de la *Hitlerjugend* à Berlin « la promesse officielle que la jeunesse flamande ferait dorénavant partie de la jeunesse hitlérienne et ce, non comme formation parallèle, mais comme composante à part entière sous l'appellation *Hitlerjeugd-Vlaanderen* » (21). Lors de la création du premier noyau (*Standort*) à Anvers les délégués de la *Reichsjugendführung* firent savoir que les garçons et filles flamands seraient provisoirement, sous certaines conditions, les hôtes de la *Hitlerjugend* (22). La création officielle se fit au cours de la première moitié de novembre lors d'une manifestation au zoo d'Anvers lorsque Van de Wiele confia les garçons et filles de la DeVlag à la nouvelle organisation de jeunesse (23). Reeder nota dans son rapport d'activité que la création de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* avait fait « sensation ». On pensa non seulement dans les milieux VNV mais aussi dans des cercles anti-

(18) Cfr note 16.

(19) *Dienststelle Jungclaus*, signé Strate, au *SS-Hauptamt*, deux télex non datés (19 août 1943) (BAK, NS 19/285, F. 311-312). Voir aussi TB 25 (T-501, 106, 500).

(20) *Cahiers*, 5, p. 93.

(21) VAN DE WIELE, *Aan de jeugd in Vlaanderen* (*Balming*, 31 octobre 1943). L'appel de Van de Wiele parut à l'insu de l'administration d'occupation (TB 25, T-501, 106, 520). Selon une déclaration de 1950 de Reeder, Van de Wiele donna ainsi « pratiquement son accord à la poursuite de l'*Anschluss* » (*Mémoire Reeder*, 2 mai 1950, p. 22. Proc. vF. 352).

(22) *Volk en Staat*, 24-25 octobre 1943.

(23) *Balming*, 18 novembre 1943.

allemands que l'Allemagne « a laissé tomber le masque. On s'oriente vers l'annexion. Les promesses quant au maintien du caractère flamand de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* n'y changeront rien » (24). En effet, quelques mois plus tard, Van de Wiele fut forcé d'insister sur l'application du principe selon lequel « les Flamands commandent aux Flamands » (25). Le 30 avril 1944 — nous anticipons quelque peu — Berger dévoila en partie ses batteries lors de la remise des étendards à la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* lorsqu'il déclara à Schoten : « Ce jour est un grand jour pour la Flandre. Elle retourne aujourd'hui dans le giron du Reich » (26). » A première vue la *Militärverwaltung* de Bruxelles pouvait s'estimer satisfaite. Elle avait toujours souhaité une organisation de jeunesse indépendante du VNV. La jeunesse flamande collaboratrice ne pouvait être plus longtemps exposée à « une excitation générale thioïse » (27). Cependant, la nouvelle organisation de jeunesse se soustrayait à l'emprise de l'administration d'occupation. Elle renforçait l'influence de la SS car, en réalité, la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* restait le mouvement de jeunesse de la DeVlag. L'incompatibilité déclarée de la double appartenance au VNV et à la DeVlag comme la création de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen* illustrent par ailleurs le blocage, sans issue, à l'automne de 1943, des relations entre les deux groupements politiques rivaux (28). Elias s'en souvenait encore parfaitement lorsqu'environ trois ans plus tard, au cours de l'instruction de son procès, il caractérisait la situation en ces termes : « Nous en étions arrivés à un point mort » (29). »

Fin octobre cependant, un événement se produisit qui aurait pu susciter chez le chef du VNV l'impression que la réaction allemande, par lui attendue, commençait à se dessiner. Le 25, il rencontrait Hummitzsch, chef du *Sicherheitsdienst* à Bruxelles et son référendaire pour la politique ethnique (*Volkstum und Volkstumsarbeit*), Kläss. On ignore complètement l'origine

(24) TB 26 (T-501, 106, 745-746).

(25) *Ibidem*.

(26) Mayr-Falkenberg, représentant du ministère des Affaires étrangères auprès de la *Militärverwaltung* de Bruxelles, à son ministre, 19 mai 1944 (PAB, *Inland II geheim*, 345. *Berichte und Meldungen zur Lage in und über Belgien von 1944 bis 1945*, II). Mayr-Falkenberg renvoie aux *Sipo-SD-Meldungen aus Belgien und Nord-Frankreich*, 15 mai 1944, p. 25. La phrase ci-dessus citée du discours de Berger manque dans le résumé paru dans *Balming* du 6 mai 1944. Mais Van de Wiele revint sur ce « retour au Reich » dans l'éditorial : *Rijksvauwdeels wapperen over Vlaanderen* (Des Drapeaux du Reich flottent sur la Flandre), paru dans le numéro du 13. « A tous ceux qui peuvent entendre et veulent comprendre », exposait-il, Berger avait ainsi signifié qu'il s'agissait bien « de la Flandre, mais de la Flandre dans le Reich... Ce Reich, et ce Reich seul, est l'unique dispensateur des possibilités d'épanouissement de chaque peuple et de chaque culture... ». En fait, dès la fin août 1943, Berger avait annoncé la couleur en déclarant dans son allocution aux journées culturelles germano-flamandes, à Bruxelles : « *Wir werden Flandern beimholen!* » (*Cahiers*, 5, p. 152, n. 695).

(27) TB 26 (T-501, 106, 746).

(28) Le rédacteur des *Sipo-SD-Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich*, dans son rapport pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 septembre 1943, p. 5, qualifie déjà les relations entre le VNV et la DeVlag comme « figées ».

(29) Pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

et le but de cet entretien<sup>(30)</sup>. Comme seule explication de l'événement on peut peut-être avancer ce qui suit.

Le *Sicherheitsdienst* (SD) n'avait normalement dans la *Dienststelle* de la police SS de Bruxelles<sup>(31)</sup>, contrairement à la *Sicherheitspolizei* ou Sipo, aucune compétence exécutive. En tant qu'*Abteilung III, Lebensgebiete*, le SD était seulement compétent en matière de collecte d'informations générales sur la vie politique, culturelle et économique en Belgique et dans le Nord de la France. La politique ethnique (*Volkstum*) était le domaine de la sous-section III B<sup>(32)</sup>. Par le choix et surtout l'interprétation du matériel rassemblé dans leurs rapports secrets au RSHA de Berlin, une sorte de Ministère de la Police, Hummitzsch et Kläss jouaient cependant un rôle politique qui bien qu'indirect ne doit pas être sous-estimé. Le poids politique de la *Dienststelle* de Bruxelles ne résidait dès lors pas chez son chef ou auprès de la Sipo mais exclusivement auprès du service d'information politique, le SD. Formellement Hummitzsch n'était que le substitut du chef de la *Dienststelle* et donc son subordonné hiérarchique. En fait, il agissait d'initiative.

Sans considération de la hiérarchie locale, il faisait directement rapport à Ohlendorf, chef du *SD-Inland*, le *Amt III* au RSHA de Berlin. Malheureusement ces rapports sont perdus pour l'histoire<sup>(33)</sup>. On ne connaît que leur orientation : naturellement pro-DeVlag et anti-VNV et anti-Reeder. Le *Militärverwaltungschef* pouvait affirmer en 1943 que l'influence directe du SD de Bruxelles sur le RSHA de Berlin était, en ce qui concerne les affaires politiques et de personnel, d'autant plus forte que la position du chef de la *Dienststelle* était faible. On comprend que les relations entre la direction de la *Militärverwaltung* et le SD de Bruxelles s'apparentaient à une hostilité déclarée. Par contre, la collaboration entre Reeder et les chefs successifs de la *Dienststelle* (Canaris, Ehlers et à nouveau Canaris) se déroula de la façon la plus harmonieuse. Selon Reeder — une longue expérience avait dû le lui apprendre — l'image que la direction de la SS de Berlin se faisait de la situation politique en Belgique, par exemple quant au succès de la DeVlag, était déterminée par les « petits lieutenants » (*kleine Sturmführer*) puisant l'ins-

(30) F. Van der Elst ne mentionne point, dans son article *Elias, chef du VNV* (*Cahiers*, 3, pp. 175-194) basé notamment sur l'héritage documentaire du chef du VNV, cet entretien bien que l'une de ses sources principales, la thèse de E. KNOEBEL, *Racial Illusion and military Necessity: A Study of SS political and manpower Objectives in occupied Belgium*, Université du Colorado, 1967, en donne un résumé (pp. 150-151). Selon Knoebel, l'entretien eut probablement lieu dans le but de connaître les dispositions d'Elias en ce qui concerne l'éventualité d'un rapprochement entre le VNV et la DeVlag. Il n'en apporte cependant aucune preuve.

(31) Dénomination officielle : *Der Beauftragte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD für den Bereich des Militärbefehlshabers in Belgium und Nordfrankreich*, Brüssel.

(32) *Cahiers*, 3, p. 126.

(33) A ne pas confondre avec les *Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich* bimensuelles que la *Dienststelle* de Bruxelles n'envoyait au RSHA qu'après examen et corrections éventuelles par l'administration d'occupation. On n'a conservé que quelques exemplaires de ces *Meldungen*. Il va de soi qu'elles ne contiennent aucune critique de la politique de la *Militärverwaltung*.

piration de leurs « intrigues de référendaires » (*Referentengeklüngel*) dans les rapports secrets du SD de Bruxelles (34).

Elias n'avait, cela va de soi, aucun contact politique avec les fonctionnaires du SD (35) et ce, contrairement à Van de Wiele dont l'activité politique était inspirée par la SS, conduite et appuyée par la *Dienststelle Jungclaus* en tant que représentante de la *Germanische Leitstelle* de Berger et par le SD de Bruxelles qui recevait directement ses instructions du service compétent (le *SD-Inland*) du RSHA de Berlin (36). Il est, par conséquent, exclu qu'Elias ait provoqué la rencontre avec Hummitzsch et Kläss. On ne sait pourquoi et à l'initiative de qui, les deux fonctionnaires du SD ont mandé Elias fin octobre. Que l'entretien avec le chef du VNV ait été considéré comme très important ressort suffisamment du fait qu'Ohlendorf transmet immédiatement le rapport d'Hummitzsch, sous forme de télex, à son chef Kaltenbrunner et qu'Himmler, Berger et Jungclaus en reçurent en même temps une copie (37). Ehlers, alors chef de la *Dienststelle* de Bruxelles, n'en reçut pas. Il est clair qu'Hummitzsch avait agi à l'insu de son supérieur hiérarchique immédiat à Bruxelles.

Hummitzsch et Kläss n'ont pas dû être peu étonnés que le chef du VNV n'usa pas d'un prudent langage diplomatique. Ils notèrent en guise d'introduction que « le docteur Elias entra avec une franchise frappante dans le vif du conflit VNV-DeVlag et SS flamande ». La DeVlag, aurait affirmé Elias, projette la germanisation de la Flandre et la SS mène la même politique. Il ne pouvait par conséquent « en aucune façon entrer dans les vues de la SS et du *Reichsführer-SS* (38) ». Elias maintint ses positions même lorsque ses interlocuteurs lui rappelèrent le point de vue fondamental d'Himmler selon lequel les Allemands devaient eux aussi apprendre à devenir des Germains comme après 1871 les Prussiens, les Bavaois, etc. avaient dû apprendre à se comporter en Allemands (39). A la remarque que le *Reichsführer* ne faisait,

(34) Cfr les deux mémoires, transmis, les 4 avril et 2 mai 1949, par Reeder à l'auditeur Wilmart au cours de l'instruction de son procès : *Verhältnis des Militärbefehlshabers-Militärverwaltungschefts zur Sicherheitspolizei und SD* (Proc. vF. 229, pp. 17-18) et *Militärbefehlshaber, Militärverwaltungscheft, Höberer SS- und Polizeiführer* (Proc. vF. 351, pp. 13-16, 25, 32-33). Reeder savait que les rapports du SD étaient non seulement adressés à Himmler et Ohlendorf mais aussi à Bormann, Goebbels et aux chefs de tous les *SS-Hauptämter* (littéralement : services principaux de la SS).

(35) Pv. Elias, 21 février 1950 (Proc. Can. 0193).

(36) Pv. Van de Wiele, 21 février 1950 (Proc. Can. 0194).

(37) Télex Ohlendorf, 26 octobre 1946. Copie (BAK, NS 19/new 919). On trouve, sur la copie adressée à Himmler, l'annotation manuscrite suivante : « *Zum Vorgang Dr. Elias* » (Rétroactes concernant Dr. Elias).

(38) « *In bemerkenswerter Offenheit ging Dr. Elias auf Konfliktstoff VNV, DeVlag und flämische SS ein. Ueber das interne Verhältnis zur DeVlag befragt, erklärte Dr. Elias, dass die DeVlag das Ziel verfolge, die Flamen einzudeutschen... Er erklärte weiter, dass die SS die DeVlag-Politik betreibe und er deshalb die SS und den Reichsführer-SS unter kleinen Umständen anerkennen könne, da auch sie die Eindeutschung der Flamen betrieben.* »

(39) « *Auch als er darauf hingewiesen wurde, dass RF-SS immer wieder betone, dass auch die Deutschen sich zum Germanentum hin entwickeln müssen, ähnlich wie nach 1871*

en fait, qu'exécuter les ordres du *Führer* et qu'Elias « ne peut quand même pas soupçonner le *Führer* de vouloir germaniser les Flamands », le chef du VNV répondit que le problème consistait, selon lui, en ce que la SS jouait probablement cartes sur table et révélait en conséquence la véritable finalité de la politique allemande. Précisant son point de vue, Elias aurait alors déclaré « qu'il reste à prouver que le *Führer* est réellement le *Führer*. L'histoire jugera. Il est possible que dans les difficiles circonstances actuelles, le *Führer* perde son impact et ne soit dès lors plus un *Führer* (40) ». Lorsqu'Elias se rendit compte, poursuivait le télex, qu'il était peut-être allé trop loin avec cette formulation, il tenta de la modérer et concéda « ignorer si la SS mène sa propre politique ». Plus prudent, il revint sur la différence entre la politique d'Hitler et celle d'Himmler : « Il est possible que le *Führer* souhaite le Grand *Reich* germanique et que le *Reichsführer* mène une politique personnelle (41) », une distinction que Mussert affectionnait également mais qui ne reposait sur rien (42). Finalement, Elias avoua carrément « qu'il considérait que sa tâche consistait à unir les habitants des Pays-Bas du Nord, la Hollande donc, et les habitants de la Flandre en un seul peuple néerlandais ». Il comprenait cependant « qu'il était impossible dans le cadre de la politique actuelle des grands espaces de donner un Etat à ce peuple néerlandais ». Il ne considérait plus comme possible « qu'une autonomie de ce peuple au sein

des Pays-Bas. En ce qui concerne Elias, si le télex ne pouvait pas être  
 « (1943) (1943) (1943) (1943) (1943) (1943) (1943) (1943) (1943) (1943) »

*Preussen, Bayern usw. sich zum deutschen Volk hätten entwickeln müssen, bleibt er bei seiner Meinung, dass die Politik des Reichsführers-SS die sei, die Flamen einzu-deutschen.* » On trouve, résumée, ici, la doctrine dite de 1871. Elle était répandue dans tous les milieux SS. Elle fut, en fait, reprise à Hitler qui l'avait déjà formulée dans ses propos de table de 1942. Selon Hitler, on n'avait pas, en 1871, demandé aux Bavaoises, aux Saxons et aux Wurtembourgeois, etc., de faire partie d'un *Reich* prussien mais de se joindre aux Prussiens dans le *Reich* allemand. En 1938, après l'*Anschluss*, on n'exigea pas des Autrichiens d'entrer dans le *Reich* allemand mais dans le *Reich* grandallemand. Maintenant, ce qu'on exige des Germains de l'Ouest ne faisant pas encore partie du *Reich*, n'est pas l'entrée dans le *Reich* grandallemand mais l'entrée dans le *Reich* germanique. La chance qu'eurent les Prussiens, les Bavaoises, etc., en 1871 et les Autrichiens en 1938 est maintenant offerte aux Germains de l'Ouest (Norvégiens, Danois, Néerlandais, Flamands). Ce qu'Hitler attendait de ces Germains apparaît clairement dans la référence à l'exemple de l'Autriche qui fut annexée : le sacrifice que ma patrie, avec ses cinq siècles d'histoire et sa capitale Vienne, a fait à l'autel de l'unité du *Reich*, peut tout aussi bien être exigé maintenant des autres pays germaniques qui, tout comme l'Autriche, ont connu une histoire distincte du *Reich*. Pour plus de détails, cfr *Cahiers*, 1, pp. 92-95 et IN 't VELD, *op. cit.*, pp. 154-160. L'expression « doctrine de 1871 » est empruntée à In 't Veld.

(40) « Als er darauf aufmerksam gemacht wurde, dass Reichsführer-SS letzten Endes nur die Befehle des Führers befolge und er (Dr. Elias) doch nicht vom Führer annehmen könne, die Flamen eindeutsch zu wollen, erklärt er, dass ihm noch zweifelhaft erscheine, ob hier nicht die SS das mit offenen Karten spiele, was in Wirklichkeit das Ziel sei. Im übrigen würde es sich noch herausstellen, ob der Führer wirklich der Führer sei, wenn die Geschichte ihr Urteil spräche. Es könne durchaus sein, dass der Führer einmal im Laufe der jetzigen schwierigen Situation die Gefolgschaft verliere und dann sei er eben kein Führer mehr. »

(41) « Als Dr. Elias merkte, dass er vielleicht in dieser Formulierung etwas zu weit gegangen war, erklärte er, dass er ja nicht wisse, ob die SS nicht ihre eigene Politik mache. Vielleicht wolle der Führer das Grossgermanische Reich und der Reichsführer-SS betreibe Sonderpolitik. »

(42) IN 't VELD, *op. cit.*, pp. 155-159, 189, 240-242. DE JONG, *op. cit.*, 7, pp. 1231 et 1240. On peut supposer qu'Elias connaissait les conceptions de Mussert (discours d'Utrecht du 5 juillet 1943).

du Grand Reich germanique ou..., en cas de défaite allemande, sa transformation en dominion anglais (43) ».

Il est difficile de savoir si les paroles d'Elias furent aussi audacieuses que le télex le laisse entendre. Hummitzsch et Ohlendorf avaient tout intérêt à compromettre le chef du VNV auprès d'Himmler et de Berger. Par ailleurs, il faut remarquer que rien dans le compte rendu des propos d'Elias n'est contradictoire avec ses options connues à l'exception de la nette distinction opérée entre la politique d'Hitler et celle d'Himmler. Si ces propos ont été réellement prononcés, il est probable que c'est en termes plus nuancés. Cependant, même en ce cas, nous ne pouvons que suivre Knoebel lorsqu'il y voit l'expression d'une « audace désespérée » (*desperate audacity*) (44) du chef du VNV.

Himmler ne réagit pas davantage à cette audace. Il comptait apparemment sur une circonstance fortuite pour mettre Elias en échec. Un Berger furieux avait, il est vrai, quelques semaines auparavant, à la mi-octobre, menacé de destruction un VNV qui pouvait devenir « un danger pour le Reich ». Il avait même précisé qu'il patienterait jusqu'au début décembre et forcerait alors la décision (45).

## § 2. Le chemin de Salzbourg (novembre 1943-février 1944)

Décembre vint et il ne se passa rien. Apparemment du moins. Berger ignorait à ce moment qu'un fait s'était entretemps produit qui signifiait, pour Elias, la fin de son expectative et fournirait à Himmler l'occasion rêvée d'intervenir à nouveau dans la *Flamenpolitik* aux fins de renforcer son pouvoir de fait dans le ressort de von Falkenhausen.

Nous sommes ici à l'origine de l'un des événements les plus importants de l'histoire de la collaboration politique en Flandre : l'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele qui, après une difficile préparation, ne devait avoir lieu que fin février-début mars 1944. Le fait auquel nous faisons allusion date de début novembre 1943 déjà. Selon la version Elias-Van der Elst, un membre de la *Propaganda Abteilung Belgien*, le dr. W. Stocké, fils de l'activiste gantois de la Première Guerre mondiale, naturalisé allemand mais resté flamand de cœur, vint alors, à une date mal précisée, rendre visite au chef du

(43) « Zum Schluss erklärte er klar und eindeutig, dass er es als seine Aufgabe ansehe, die Bewohner der Nordniederlande, also Holland, und die Bewohner Flanderns zu einem einheitlichen niederländischen Volk zusammenzuführen. Er sei sich darüber klar, dass eine eigene Staatlichkeit des niederländischen Volkes bei der jetzigen grossräumigen Politik nicht mehr möglich sei. Es sei eben nur möglich, dass dieses niederländische Volk entweder selbständig im Rahmen eines Grossgermanischen Reiches in lockerer Form aufgeben oder, wie er selbst formulierte, dieses niederländische Volk englisches Dominium würde, falls Deutschland den Krieg verliere. »

(44) KNOEBEL, *op. cit.*, p. 150.

(45) Cabiers, 5, p. 156.

VNV (46). D'accord avec son chef, le major Gunzer, Stocké conseilla à Elias d'entrer en contact direct avec Himmler à l'insu de Berger et de Reeder (47). Selon Gunzer, un entretien avec le *Reichsführer-SS* éclaircirait sans doute la situation. (Remarquons en passant que Gunzer n'en était pas à son coup d'essai. En mars 1941 déjà, il avait conseillé à De Clercq d'aller parler avec Himmler. Aux fins de préparer une telle rencontre, il avait adressé à l'*Oberingenieur* Himmler, frère du *Reichsführer*, un intéressant mémorandum (48). L'initiative de Gunzer était cependant restée alors sans résultat.) Elias suivit le conseil de Stocké et rencontra Gunzer qui offrit sa médiation auprès de Jungclaus. Celui-ci réagit positivement et accepta de recevoir Elias le 8 décembre. D'après la version Elias-Van der Elst, la démarche Stocké-Gunzer n'était « qu'une tentative déguisée de renouer les liens avec la SS aux fins de trouver une issue au conflit (49) ».

On comprend qu'Elias, dans le cadre de sa défense d'après-guerre, ait voulu imposer la version selon laquelle, après la rupture du 14 août 1943, il s'était cantonné dans une attitude de prudente expectative, l'initiative de la reprise des relations étant venue de la SS. A cette version s'adresse une triple objection. 1) Est-il concevable que Gunzer ait conseillé à Elias de chercher un contact immédiat avec Himmler à l'insu de Reeder ? Un tel conseil signifiait la négation de l'autorité de Reeder, attitude fort improbable dans le chef de Gunzer. En ce qui concerne Elias, si la démarche proposée avait réussi, elle aurait eu pour effet de le mettre dans une situation délicate vis-à-vis

(46) F. VAN DER ELST, *Elias, chef du VNV dans Cabiers*, 3, pp. 183-184. Pour la rédaction de son article, Van der Elst disposait, notamment, de l'héritage documentaire de l'ex-chef du VNV. C'est pourquoi nous parlons ici d'une version Elias-Van der Elst. On trouvera une critique de cette version dans nos *Kanttekeningen bij een artikel van Frans Van der Elst* dans RBHC, VI, 1975, pp. 197-238 et VII, pp. 329-423.

(47) Gunzer et Stocké étaient considérés comme pro-VNV par Van de Wiele. Le 25 mai 1943, ce dernier écrivait à Berger qu'une « tension » régnait « dans la collaboration avec la DeVlag » depuis l'entrée en fonction, en 1941, de Gunzer en tant que chef de la *Propaganda Abteilung Belgien*. Selon Van de Wiele toujours, Gunzer considérait la DeVlag comme « une organisation purement culturelle ». En avril 1943, il avait interdit à la DeVlag de faire de la propagande en faveur d'une cérémonie d'adieu aux volontaires du front de l'Est à Gand et ce, « sous prétexte qu'il s'agissait d'une activité politique ». Au sujet de Stocké, occupé au contrôle de la presse, Van de Wiele donnait à entendre qu'il menait « une politique ouvertement VNV » et influençait fortement Gunzer. Conclusion de Van de Wiele : pour l'action de la DeVlag, il serait « très important » qu'on remplace Gunzer par un homme du parti (Van de Wiele à Berger, 25 mai 1943, CREHSGM, DeVlag, III, 31).

(48) Gunzer à l'*Oberingenieur* Himmler, 27 mars 1941. Voir aussi le mémorandum de Gunzer à Himmler, adressé de Bruxelles, 17 mars 1941 (BAK, NS 19/1541). Le passage suivant de son mémorandum est révélateur de la façon dont Gunzer, avocat du VNV, voyait, en 1941, la finalité de la *Flamenpolitik* allemande : « *Ich stehe auf dem Standpunkt, dass man den diesen Männern eigenen flämischen 'Separatismus' ruhig noch längere Zeit lassen sollte... Ich bin der Ueberzeugung, dass eine politische Organisation des VNV sich durchaus in dem von uns gewünschten Sinn entwickeln wird. Die Richtung der Entwicklung kann, auf längere Zeit gesehen, kaum auf etwas anderes herauslaufen, als wir vom deutschen Standpunkt aus wünschen.* » Dans le « séparatisme germanique », propre aux Flamands, Gunzer voyait leur crainte « *die Eigenarten ihres Lebens gegenüber einer grossdeutschen Gleichmacherei aufgeben zu müssen... Ein Aufgeben dieses Volkes oder eine Rückkehr ins Grossdeutschen Reich ist für die weit überwiegende Mehrheit der Flamen zunächst indiskutabel.* »

(49) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184.

de Reeder, son protecteur. 2) A supposer que la version d'Elias soit exacte, la question demeure de savoir de quel responsable SS est venue l'initiative de faire ou de faire effectuer la première démarche déguisée auprès du chef du VNV. Il est incontestable qu'Himmler ne donna aucune instruction en ce sens à Berger. En effet, lorsque, fin décembre, le chef du *SS-Hauptamt* apprit de Jungclaus qu'Elias avait décidé de solliciter un entretien auprès d'Himmler, il en fut des plus étonnés. Elias capitule, écrivit-il triomphalement au *Reichsführer*. Modestement (contre son habitude), il reconnut « ignorer les raisons profondes de cette soudaine capitulation <sup>(50)</sup> ». Si elle avait été, directement, son œuvre, il eût été fier de le signaler à Himmler. Était-elle due à Jungclaus ? Il est pratiquement exclu qu'il ait tenté un essai de rapprochement avec le VNV sans l'approbation de son chef direct, le susceptible Berger, et développé une action personnelle en une matière aussi importante que la politique ethnique (*Volkestumspolitik*). Un Jungclaus adroit n'existe d'ailleurs pas dans la perspective Elias-Van der Elst. N'était-il pas « un homme assez insignifiant et dépourvu de vision politique <sup>(51)</sup> » ? 3) Jungclaus lui-même établit, immédiatement après son entretien avec Elias, une note détaillée qui, en ce qui concerne l'origine de la rencontre, est en totale contradiction avec la version d'après-guerre du chef du VNV <sup>(52)</sup>. On peut y lire que, depuis la mi-novembre, différents membres du VNV avaient sollicité Jungclaus pour lui demander d'éclaircir la situation entre le VNV et la SS <sup>(53)</sup>. Ces gens contestaient l'orientation politique de la direction du VNV. Mais soulignaient-ils, Elias n'agissait pas en fonction de ses idées. Quoiqu'entouré de thiois (*grossdietschen Leuten*) il était « absolument pro-allemand » (*absolut deutschfreundlich*). Pour Jungclaus, il était sûr que les VNV en question venaient de la part d'Elias. En réaction à cette initiative, il avait chargé un homme de confiance (Gunzer ?) d'une mission d'information auprès d'Elias et lui avait remis l'instruction explicite : pas de conversation préparatoire avec le chef du VNV si celui-ci « refuse d'accéder sans conditions aux souhaits du *Reichsführer-SS* ». Elias aurait fait la déclaration souhaitée et prié Jungclaus quelques jours plus tard de lui accorder une entrevue. Celle-ci eut lieu le 8 décembre au bureau du représentant d'Himmler à Bruxelles.

On objectera avec raison qu'*a priori* la version contemporaine de Jungclaus n'est pas plus crédible que celle d'après-guerre d'Elias-Van der Elst. Qu'Elias ait accepté la proposition de Jungclaus est, en effet, impensable. S'il

(50) Berger à Himmler, 21 décembre 1943 (BAK, NS 19/1565. IFZM, NO-624).

(51) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184. Ce jugement négatif d'Elias et de Van der Elst à l'encontre de Jungclaus est emprunté, sans le nommer, à Berger (KNOEBEL, *op. cit.*, p. 126). Berger lui-même, en tant que chef du *SS-Hauptamt*, avait fait preuve d'un manque évident de clairvoyance politique dans son comportement à l'égard des Flamands.

(52) Vermerk Jungclaus, 8 décembre 1943. *Geheime Kommandosache* (BAK, NS 19/1565). Résumé dans KNOEBEL, *op. cit.*, pp. 151-153. Elias connaissait le document par Knoebel depuis 1967. La note de Jungclaus semble passée sous silence dans la rédaction du « manuscrit d'Elias » auquel Van der Elst se réfère fréquemment.

(53) Que l'aspiration à l'unité était répandue parmi les membres du VNV, même à l'échelon des cadres inférieurs, se révèle dans les *Sipo-SD-Meldungen aus Belgien und Nordfrankreich* du 15 septembre 1943, p. 20.

l'avait fait, un entretien préparatoire n'aurait eu aucun sens. Mais Jungclaus posa-t-il cette condition ? Il est fort possible qu'il ait glissé cet élément, à l'intention d'Hitler, dans sa note. Dans l'affaire qui nous occupe, ce n'est pas l'absence de concordance entre leur version et celle de Jungclaus qui est grave pour Elias et Van der Elst mais le fait qu'ils ignorent totalement cette dernière. Ils connaissaient cependant suffisamment la note de Jungclaus<sup>(54)</sup> pour pouvoir l'apprécier de manière critique. Le fait qu'ils la passent sous silence (comme si elle les dérangeait) fait réfléchir et suspecter la crédibilité de leur version. Il n'est cependant pas exclu qu'Elias ait ignoré, fin novembre 1943, les démarches faites alors par certains membres du VNV auprès de Jungclaus. De leur côté, Stocké et Gunzer, préoccupés des conséquences de la rupture avec la SS, ont peut-être voulu rendre service au VNV, également à l'insu d'Elias, en encourageant ces démarches. On se demandera alors pourquoi Elias, aussi bien comme historien que comme politique directement mêlé à l'affaire, n'a pas étudié critiquement la note détaillée de Jungclaus et n'y fasse pas référence dans « un manuscrit » auquel Van der Elst constamment se réfère et qui peut être considéré comme le synopsis des mémoires du chef du VNV. L'argument selon lequel Elias, pour la rédaction de ces mémoires<sup>(55)</sup>, devait se fier à sa mémoire défaillante, n'entre pas ici en ligne de compte car il connaissait suffisamment le contenu de la note de Jungclaus par le livre de l'historien américain Knoebel<sup>(56)</sup>.

Avant d'analyser l'entretien Jungclaus-Elias du 8 décembre, signalons un fait révélateur des idées d'Elias à ce moment, idées peu connues jusqu'à ce jour.

Fin novembre, le chef du VNV reçut à Bruxelles la visite inattendue d'Heinrich Emmendorfer, un Allemand qui occupait alors une importante fonction dans la métallurgie nationalisée, siège de Luxembourg<sup>(57)</sup>. Politiquement, le visiteur n'était pas un inconnu pour Elias. En tant que secrétaire privé de E.L. Holthöfer, Emmendorfer était au courant du soutien allemand au journal nationaliste flamand *Volk en Staat* avant la guerre<sup>(58)</sup>. Sa forte

(54) Par le résumé dans KNOEBEL, *op. cit.*, pp. 151-153. Van der Elst, dans sa note 26, se réfère simultanément à un « manuscrit d'Elias » et au *Vermerk* de Jungclaus. Le lecteur non averti et ignorant du contenu des deux documents est autorisé à en conclure que Jungclaus confirme Elias. Ce n'est pas du tout le cas.

(55) Le dossier qu'Elias forma sous l'occupation à l'intention de sa défense d'après-guerre se perdit. (Communication d'Elias à l'auteur.)

(56) Voir note 54.

(57) Emmendorfer était, en 1943, *Kommissarischer Geschäftsführer der Reichsvereinigung Eisen, Ausenstelle Böhmen und Mähren*, avec résidence à Prague. A la fin 1943, il fut muté à Luxembourg en tant que *Hauptgeschäftsführer der Bezirksgruppe Moselland der Wirtschaftsgruppe Eisenschaffende Industrie*. Il est plausible qu'Emmendorfer ait voulu utiliser son transfert à Luxembourg pour rentrer en contact avec Elias.

(58) G. BLOCK, *Verslag over Volk en Staat*, destiné à l'attention de l'auditeur militaire compétent à Anvers, 21 décembre 1944, confidentiel, pp. 3, 6-9, 24, 26-27. Exposé des faits dans l'affaire Elias, pp. 6 et 9. — Ernst Ludwig Holthöfer était chef du service de presse du *Bergbauverein* à Essen et fondé de pouvoir du ministère de la Propagande et du *Reichsstand der deutschen Industrie* pour la gestion des dons en provenance du monde des affaires allemand. Il fut chargé en 1934 de la direction des activités du *Auslandbüro Unter den Linden* pour les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg (E. KRIER, *Rex et l'Allemagne 1933-1940 dans Cabiers*, 5, p. 182).

sympathie pour le VNV apparaît dans l'*In memoriam* remarqué de Staf De Clercq qu'il avait publié dans le périodique *Nation und Staat* au début de 1943<sup>(59)</sup>. A la fin juin de la même année, Emmendörfer avait pris la parole sur la Flandre dans la seconde guerre mondiale lors d'un colloque consacré à la politique ethnique organisé par l'Université de Berlin. Dans le même ordre d'idées, désolé, il avait peu après écrit, à un fonctionnaire dirigeant du *Hauptschulungsamt* du NSDAP, ne pas comprendre comment on pouvait du côté allemand « inviter et insulter » un mouvement comme le VNV au point de ne plus laisser à ses membres dirigeants que l'issue d'en informer le public<sup>(60)</sup>.

A propos de la situation politique, Elias dit à Emmendörfer : je refuse d'encore recruter pour la *Waffen-SS*, mais mon attitude en ce qui concerne la lutte commune n'a pas changé<sup>(61)</sup>, le recrutement pour la *Kriegsmarine* en est la preuve<sup>(62)</sup>. On le passe sous silence en haut lieu car on veut faire croire que ma rupture avec la SS constitue une rupture avec l'Allemagne<sup>(63)</sup>. Après cinq années de guerre, une *Hitlerjeugd-Vlaanderen* a été créée contre notre organisation de jeunesse ! Comment continuer à travailler dans de telles conditions ? Les élèves flamands de l'école allemande d'Anvers ont à choisir entre devenir membre ou quitter l'école. A l'encontre des assurances données à mon prédécesseur, la DeVlag peut se développer en mouvement politique prétendant prendre le pouvoir en Flandre. C'est là d'une arrogance ridicule. Que représente la DeVlag ? Que peut-elle ? Quelles éminentes per-

(59) Voir une série de lettres de remerciements adressées à Emmendörfer par des personnalités allemandes ayant reçu l'*In memoriam* De Clercq en tiré à part (CREHSGM, Documents Jans, 5 mars 1946).

(60) Emmendörfer à A. Stölting, 1<sup>er</sup> juillet 1943 (*ibidem*). Emmendörfer faisait allusion à la violente attaque de J. Leuridan, chef régional du VNV pour la Flandre occidentale, à l'encontre de la DeVlag, à Gand, le 21 juin 1943 (*Cahiers*, 5, pp. 111-112). Au nom du *Hauptschulungsamt* de la NSDAP, Stölting répondit, le 1<sup>er</sup> juillet 1943, à Emmendörfer que la passivité momentanée de la direction politique allemande dans la question flamande n'était que tactique. Seules les questions d'influence directe sur la conduite de la guerre étaient d'actualité politique (*ibidem*). Le lecteur sait qu'entretemps, Himmler était tout sauf passif.

(61) Note d'Emmendörfer sur sa conversation avec Elias, 26 novembre 1943 (*ibidem*).

(62) Le premier contingent de volontaires flamands pour la *Kriegsmarine* (artillerie de marine) partit, début novembre 1943, d'Anvers. *Volk en Staat* informa, en son numéro du 3, ses lecteurs du départ de volontaires « des Pays-Bas du Sud ». Il n'y avait alors, apparemment, pour le VNV, plus de Flamands. En août, dans son discours de Dixmude, F. Daels s'était adressé aux « morts néerlandais » (*Volk en Staat*, 24 août 1943, p. 2).

(63) Le 12 octobre 1943, le *Reichspressechef* Dietrich avait donné à la presse allemande les *Tagesparole* qui suivent : « Angesichts der zwischen den einzelnen flämischen Organisationen bestehenden Gegensätze ist über Kundgebungen des Flämischen Nationalverbandes (Leitung : Dr. Elias) vorerst nur bei Vorliegen von DNB-Meldungen zu berichten. » (BAK, ZSg, *Sammlung Oberheitmann*, 109/45). On rapprochera cette instruction du mot d'ordre du 28 août 1943 de Dietrich à la presse allemande concernant les journées culturelles organisées par la DeVlag à Bruxelles : « Die Presse wird gebeten, sich nach Möglichkeit Berichte zu besorgen und, wo dies nicht geschehen kann, die im DKD [Deutscher Kulturdienst] erscheinende Notiz zu übernehmen. » (BAK, ZSg, *Sammlung Oberheitmann*, 109/44). Au début juin déjà, quelques semaines après l'entretien Himmler-Vande Wiele, Dietrich avait prescrit à la presse allemande d'accorder une « attention spéciale » à la DeVlag dans le traitement des problèmes flamands (*Cahiers*, 5, p. 113).

sonnalités figurent en son sein ? La plupart de ses membres sont des VNV que nous avons, confiants dans la parole du chef de l'administration militaire, mis à la disposition de la DeVlag. Est-ce là la récompense de nos sacrifices et de nos efforts ? Dans l'affirmative, il ne faut pas s'étonner que les plus fidèles combattants de la cause germanique se sentent trahis dans leur amour.

A la question d'Emmendorfer de savoir si à cet instant décisif et compte tenu des sacrifices consentis par le peuple allemand, il n'était pas prêt à faire un geste « libre et volontaire » et à reprendre le recrutement pour la *Waffen-SS*, Elias opposa un refus décidé. « Les sacrifices et les concessions sont toujours venus de notre côté. Il y a une limite, le respect de soi-même... Il est terrible de devoir constater que des Allemands, que j'apprécie personnellement <sup>(64)</sup>, essaient de me faire admettre que les objectifs particuliers d'une formation du parti <sup>(65)</sup> se confondent avec l'honneur du peuple allemand. » A la fin de la conversation, Emmendorfer propose de la reprendre sous peu et dans le calme à Luxembourg. Elias refusa : « J'ai été une fois à Berlin mais je ne suis pas disposé à refaire cela de sitôt <sup>(66)</sup>... Le chef du Mouvement Flamand n'est pas un objet de déportation. Puisque l'on me fait si peu confiance qu'on ne m'a laissé que dix minutes seul avec un Flamand [à Berlin], il n'y a aucune raison pour qu'on me laisse seul avec vous à Luxembourg. » Sur ce, Emmendorfer suggéra une rencontre quelque part dans les Ardennes. « Je ne suis pas un lâche », riposta Elias. « Je sais que je ne suis pas inconnu des terroristes. Un séjour dans les Ardennes provoquerait un attentat contre moi. Informez-vous du nombre de VNV tués chaque mois. Je ne puis m'exposer inutilement. Revenez vite tant que la chose vous est permise. Je ne sais combien de temps vous me verrez encore ici. Il est possible que, sous peu, je sois enlevé par un commando allemand. »

On comprend qu'Himmler n'aimait pas Elias qu'il appelait ironiquement un « avocat » (*Rechtsanwalt*) <sup>(67)</sup>. Début décembre 1943, il manifesta encore une fois son mécontentement en interdisant explicitement au chef de la jeunesse du *Reich* Axmann de rencontrer le chef du VNV à Bruxelles. Himmler fit savoir à Axmann « qu'étant donné son comportement des derniers temps, le dr. Elias ne le mérite en aucune façon <sup>(68)</sup> ». (L'idée d'une rencontre avait été avancée par Reeder.) Mais contrairement à ce qu'Elias avait dit craindre, aucun commando allemand ne l'enleva. Le fait qu'il envisageait la possibilité d'une arrestation depuis la rupture du 14 août caractérise l'atmosphère dans laquelle il vivait à ce moment.

(64) Il désignait, entre autres, Reeder.

(65) La SS.

(66) Elias fait allusion à son voyage du 23 juin à Berlin au cours duquel il rencontra Berger (*Cahiers*, 5, p. 113). Le 28 janvier 1944, il irait à nouveau dans la capitale allemande pour s'entretenir avec le chef du *SS-Hauptamt* (Cf. *infra*, p. 121).

(67) *Cahiers*, 1, p. 117.

(68) Axmann à Himmler, 30 novembre 1943 et Himmler à Axmann, 1<sup>er</sup> décembre 1943 (BAK, NS 19/*neu* 919). D'après une communication orale d'Elias à l'auteur, Reeder arrangea quand même une rencontre Axmann-Elias.

C'est en tant qu'homme libre qu'Elias rencontra Jungclaus, le 8 décembre 1943, en la résidence de ce dernier à Bruxelles. Tout comme pour la préparation de la rencontre, il existe deux versions contradictoires de l'entretien lui-même.

Selon Elias-Van der Elst<sup>(69)</sup> la conversation se limita à deux points et une conclusion. 1) L'unité ethnique entre le Nord et le Sud. Après « une analyse approfondie du thème » — à propos de laquelle on ne nous dit malheureusement rien — il apparut que du côté de la SS, « il n'y avait pas d'opposition à la consolidation de l'unité ethnique entre le Nord et le Sud. Cette solution [?] n'était toutefois valable qu'à court terme. A long terme, toutes les possibilités demeuraient ouvertes ». 2) Politique thioise. Dès le début de l'entretien, Jungclaus fit savoir « que la SS ne voulait rien savoir d'un Etat grandnéerlandais ». Lorsqu'Elias affirma à son tour avec vigueur que lui non plus n'était pas partisan d'un Etat thiois, Jungclaus crut « qu'il n'y avait plus de problèmes ». Le chef du VNV en tira les conclusions et déclara qu'il était prêt « à demander dans ces conditions un entretien avec le *Reichsführer-SS* ».

La note de Jungclaus n'est pas seulement plus détaillée que la version Elias-Van der Elst, il s'y trouve encore d'autres éléments. Pour commencer, Elias souligna qu'il était venu en tant qu'homme et homme politique afin d'avoir une conversation à cœur ouvert. La situation s'était tellement exacerbée en Flandre en raison de l'existence de deux partis que d'une manière ou d'une autre, une solution devait être trouvée afin de ne pas faire le jeu de l'ennemi commun. Il avait acquis la conviction que la SS, grâce à sa position en Allemagne et à sa mission de coordination dans la « politique des grands espaces » (*Grossraumpolitik*), ne pouvait être ignorée dans l'établissement de situations claires en Flandre<sup>(70)</sup>. Pour cette raison, il s'adressait au représentant du *Reichsführer* afin que ce dernier prenne une décision en ce qui concerne la Flandre. Il était disposé à accéder « sans conditions » aux désirs d'Himmler soit en démissionnant, soit en dissolvant le VNV. Il lui avait été extrêmement pénible en son temps (le 23 juin 1943) d'apprendre, par l'*Obergruppenführer* Berger, que le VNV et lui-même n'avaient plus aucune tâche à assumer<sup>(71)</sup>. Il pouvait assurer qu'il était un ami de l'Allemagne. Allemand, il eut été assurément membre de la SS. Le VNV n'avait-il pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour aider à la victoire allemande ? On avait commis des erreurs de part et d'autre. Maintenant, cependant, que l'heure de la décision approchait, il souhaitait que l'on ne puisse, après la victoire, lui reprocher d'avoir abandonné l'Allemagne lorsqu'elle était en diffi-

(69) Critique de la version Elias-Van der Elst dans nos *Kanttekeningen* dans RBHC, VI, 1975, pp. 197-238 et VII, 1976, pp. 329-423.

(70) Au sujet de la compétence d'Himmler dans le domaine de la *Germanische Arbeit* ou de la *Volksstumspolitik* (politique ethnique) dans les territoires germaniques occidentaux limitrophes du Reich, cf. *Cahiers*, 4, pp. 137-139 et les sources qui y sont citées, en particulier, IN 't VELD, *De SS en Nederland*, pp. 164-172.

(71) *Cahiers*, 5, p. 113.

culté<sup>(72)</sup>. A la question de Jungclaus de savoir si les membres du VNV suivraient leur chef dans sa « nouvelle politique », Elias répondit par un oui conditionnel. Si le *Reichsführer* déclarait explicitement que l'Allemagne n'envisageait pas une germanisation « au mauvais sens du terme » et que l'identité culturelle et nationale serait préservée, Elias se faisait fort de pouvoir garder le contrôle du mouvement. Il estimait que les « cercles grandthiois », essentiellement composés d'intellectuels, étaient définitivement perdus pour le VNV. Il insistait personnellement sur le fait qu'il n'était pas « Grandthiois ». Il ne croyait pas à la possibilité d'un Etat thiois. Avant la guerre, précisait-il, une discussion sur les idées « grandthioises » avait peut-être du sens. Elle était « complètement absurde » dans les circonstances présentes. C'est en vain qu'il avait essayé d'en persuader les « Grandthiois » de son entourage immédiat. Rassurant, il ajouta encore qu'il n'avait aucun contact avec Mussert. Il déclara déplorer et considérer comme « très dangereux » l'évolution de l'organisation de jeunesse dans le sens thiois. A la question de Jungclaus au sujet des effectifs du VNV, Elias aurait répondu franchement que son organisation comptait, d'après les données les plus récentes, 96.000 membres. Il aurait en outre admis qu'environ 10.000 membres avaient démissionné<sup>(73)</sup> et pensait que de nouvelles défections se produiraient d'ici le 1<sup>er</sup> janvier. A la fin de l'entretien, « différents projets d'un futur parti national-socialiste unifié furent encore discutés ». Elias déclara laisser la décision à la discrétion du *Reichsführer-SS*. Sur la base de la conversation qui venait de se dérouler, il accepta d'écrire à Himmler une lettre dans laquelle il exposerait en détail « toutes ses conceptions ».

La note de Jungclaus ne peut être considérée comme un résumé parfaitement fiable des pensées du chef du VNV. Trois points suscitent une forte réserve. 1) L'acceptation d'Elias d'entrer inconditionnellement dans les vues d'Himmler avant même de savoir si l'entretien demandé était accordé. Dans cette hypothèse, un entretien était-il encore nécessaire ? 2) La reconnaissance d'un si net recul du VNV. 3) Le fait d'être disposé à dissoudre le parti avant même que les conversations préparatoires n'aient commencé.

Nous l'avons déjà noté, Van der Elst affirme que *selon Jungclaus*, « il n'y avait plus de problèmes » à partir du moment où Elias avait donné l'assurance qu'il n'œuvrait pas en faveur « d'un Etat thiois ». Il ajoute cependant immédiatement, un peu humiliant : Jungclaus, cet « homme insignifiant et dénué de vues politiques », n'avait « pas vu l'essentiel... : l'exigence d'autonomie du VNV, l'opposition à l'annexion et à la germanisation<sup>(74)</sup> ». C'est là un jugement trop hâtif s'expliquant par le fait que Van der Elst ignore (ou

(72) Elias faisait-il ici involontairement allusion au fait qu'il avait rompu avec la SS peu après la chute de Mussolini et la capitulation de l'Italie ? Reeder avait regretté cette coïncidence chronologique (cf. *supra*, p. 96). Berger avait menacé : « Nous n'oublions pas ! » (*Cahiers*, 5, p. 152).

(73) D'après les informations fournies par le VNV, les effectifs n'avaient diminué en octobre-décembre 1943 que de 1.045 unités : 1.379 démissions, 344 nouveaux membres ; 25 % des démissions étaient en fait des exclusions (TB 26, T-501, 106, 720).

(74) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184.

fait semblant d'ignorer) la note de Jungclaus. Nous appelons à nouveau l'attention du lecteur sur la réponse d'Elias : un oui conditionnel à la question de Jungclaus concernant le ralliement des membres du VNV à « la nouvelle politique » (qui n'en était pas une) de leur chef. Il en ressort, incontestablement, que Jungclaus avait bien perçu l'essentiel et l'avait noté clairement à l'intention de son chef. Écoutons encore Van der Elst. Elias, affirme-t-il, interprétait l'attitude de Jungclaus « comme une concession sur le point qui pour lui était essentiel <sup>(75)</sup> ». N'était-ce pas plutôt Jungclaus qui avait le droit d'interpréter ainsi l'attitude d'Elias ? Depuis qu'il représentait Himmler à Bruxelles (1<sup>er</sup> avril 1942) Jungclaus savait que l'idée thioise (politiquement non précisée) faisait partie intégrante du programme du VNV ; bien plus, dans la polémique avec la DeVlag, le *Dietsland* avait toujours accompagné l'exigence d'autonomie — et maintenant, Elias en personne, venait l'assurer de ce que l'idéal thiois ne signifiait, en fait, rien pour la politique du VNV <sup>(76)</sup> !

La conséquence immédiate de la conversation avec Jungclaus fut que huit jours plus tard (le 15 décembre) Elias écrivit une « lettre d'avances » à Himmler <sup>(77)</sup>. Van der Elst, à qui nous empruntons cette qualification <sup>(78)</sup>, n'explique cependant pas en quoi il s'agissait là d'avances. Il connaissait pourtant suffisamment le contenu de la lettre pour le faire <sup>(79)</sup>. Cet étrange silence porte une nouvelle atteinte à la crédibilité de la version Elias-Van der Elst concernant la genèse de la rencontre avec Himmler.

Elias introduit sa lettre en reconnaissant qu'il se sent « obligé » de demander un entretien avec le *Reichsführer-SS*. Un an de *leadership* l'a convaincu de ce que la situation et les conceptions prennent en Flandre une tournure dangereuse. Il veut remédier à la distanciation de l'opinion publique flamande à l'égard de l'Allemagne. Dans son combat pour le *Reich* germanique son objectif a toujours été la reconnaissance du peuple flamand en tant que tel dans le *Reich* ; que sa langue, sa culture et son originalité nationale soient préservées ; que, par conséquent, l'Allemagne ne poursuive pas un but d'annexion et de germanisation. Le fait de mettre l'accent sur la communauté de langue, de culture et de nationalité entre la Flandre et les Pays-Bas n'implique nullement « qu'il considère l'Etat thiois comme indispensable ou même possible dans les circonstances présentes ». Si le *Führer* en décide, Elias est prêt à circonscrire la tâche du VNV au champ par lui tracé. (C'est le

(75) *Ibidem*.

(76) *Kanttekeningen* dans *RBHC*, VII, 1976, pp. 369-374.

(77) Elias à Himmler, 15 décembre 1943 (BAK, NS 19/1565. Texte dans *Kanttekeningen*, *idem*, p. 419). Dans le but de la porter aussi à la connaissance d'Hitler, la lettre fut dactylographiée en grands caractères par les services d'Himmler. Ce fut également le cas d'une lettre du 3 avril 1943 du dominicain Callewaert à Elias (*Cabiers*, 5, p. 88, note 396).

(78) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 184.

(79) Il est vrai que Van der Elst ne disposait pas de l'original de la lettre mais il lui suffisait de consulter Knoebel pour apprendre ce que le chef du VNV avait réellement écrit à Himmler (KNOEBEL, *op. cit.*, p. 152).

thème bien connu du VNV : le *Führer* seul décide, après la victoire, des frontières politiques <sup>(80)</sup>.) Elias fonde adroitement sa demande d'entretien sur la conviction que sa position coïncide avec celle d'Himmler en tant que « fondé de pouvoir du *Führer* pour la politique germanique <sup>(81)</sup> ». Il conclut dans les termes suivants : « Si vous, *Herr Reichsführer*, me donnez l'assurance que notre nationalité et notre culture seront préservées, je suis prêt à mettre toutes mes forces et mon mouvement en action pour la réalisation de l'unité nationale-socialiste en Flandre. Il nous sera alors possible de collaborer à fond avec vous en tant que fondé de pouvoir du *Führer* pour l'ethnie germanique <sup>(82)</sup>. »

Le 20 décembre, Jungclaus rencontra Berger, son chef immédiat, à Berlin, afin de lui remettre sa note sur l'entretien du 8 avec Elias et la lettre du 15 de ce dernier <sup>(83)</sup>. Le lendemain, 21 décembre, Berger à son tour informa Himmler de l'évolution, surprenante pour lui, de l'attitude d'Elias à l'égard de la SS <sup>(84)</sup>. Nous savons déjà que le chef du *SS-Hauptamt* se réjouissait de « la capitulation » d'Elias <sup>(85)</sup>. Se trompait-il, comme Jungclaus quelques jours auparavant et triomphait-il « prématurément » parce qu'il croyait qu'Elias « était à genoux » ? C'est ce qu'affirme Van der Elst <sup>(86)</sup> qui, cependant, comme à propos de Jungclaus, se trompe dans l'interprétation de la réaction de Berger : la satisfaction de ce dernier était fondée. Certes, Elias n'était pas tout à fait à genoux. Il est cependant difficile de mettre en doute qu'il s'est adressé à Himmler en demandeur soucieux d'offrir des garanties, fussent-elles conditionnelles, afin de ne pas essuyer un refus. Le seul fait de la demande par Elias d'un entretien avec Himmler constituait pour Berger une complète surprise. Il considéra donc qu'Elias avait fait le premier pas. Du reste, la lettre d'avances d'Elias n'était en aucune manière susceptible de modifier son point de vue. Berger n'était-il pas fondé à se réjouir en lisant qu'Elias ne croyait pas en la possibilité d'un Etat thiois ? Elias pouvait-il aller plus loin dans le rejet de l'idéal thiois (supposé) auquel, dans ses déclarations publiques, il donnait à ses partisans l'impression de croire encore ?

Berger s'abusait pourtant en déduisant sans plus qu'Elias était disposé à démissionner ou à dissoudre le VNV pour créer avec la DeVlag un nouveau parti national-socialiste flamand des travailleurs. Un Berger ravi se mit déjà à aligner des chiffres : le VNV comptera encore environ 40.000 membres dont la moitié de thiois, qui abandonneront la lutte <sup>(87)</sup> ; la DeVlag en a plus

(80) *Cahiers*, 4, pp. 29-32.

(81) Cfr notes (70) et (71).

(82) Allusion à la disposition de Bormann (*Anordnung A 54/42*) du 12 août 1942 reconnaissant à Himmler le droit exclusif des négociations avec les peuples germaniques en Norvège, au Danemark, aux Pays-Bas et en Belgique. Elias connaissait le contenu de cette disposition (*Cahiers*, 4, p. 139, note 526).

(83) Jungclaus à Berger, de Berlin, 21 décembre 1943 (BAK, NS 19/1565).

(84) Berger à Himmler, 21 décembre 1943 (IfZM, NO-624).

(85) Cfr *supra*, p. 106.

(86) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 185.

(87) Cfr *supra*, p. 111.

de 50.000 (88). La fusion des deux groupes sera un « vif stimulant ». Il proposait donc à Himmler de recevoir d'abord Elias, Van de Wiele le lendemain, et après la proclamation de l'unité, de répartir les tâches et annoncer la création du nouveau parti.

Ce n'est pas ainsi que les choses se passèrent. Une entrevue d'Elias avec Himmler exigeait de longues consultations préliminaires à propos desquelles l'historien souhaiterait en savoir davantage. Il va sans dire que l'administration d'occupation de Bruxelles ne resta pas inactive : elle avait tout intérêt à liquider au plus vite le conflit qui agitait le camp de la collaboration flamande. Il est certain que Reeder et ses collaborateurs débattirent en janvier 1944 (avant le 21) de façon approfondie de la situation avec Elias. Le résultat fut « très satisfaisant » et l'espoir était fondé que dans un avenir prochain l'unité du VNV et de la DeVlag serait une réalité. Un problème de temps s'opposant à une rencontre immédiate avec le *Reichsführer-SS* en personne, il fallait encore patienter avant la rencontre Himmler-Elias (89).

Deux mois s'écoulèrent (du 15 décembre 1943 au 11 février 1944) avant qu'Elias ne reçut une réponse d'Himmler. On ignore les raisons de ce long délai. Au cours de ces deux mois, il se passa quelques événements qu'il faut signaler car ils sont directement liés à la lutte menée par Himmler contre Reeder pour le pouvoir politique et policier en Belgique occupée. Ces faits, résumés et présentés dans leur succession chronologique, sont les suivants :

(88) Selon Van de Wiele dans son discours aux journées culturelles germano-flamandes de Bruxelles (29 août 1943) la DeVlag comptait 51.991 membres (*Périodique De Vlag*, VI, 2, septembre 1943, p. 64). Dans ce total étaient compris 28 membres « résident à l'étranger », 395 en Wallonie, 6.086 Allemands et 3.177 travailleurs flamands en Allemagne. Total pour la Flandre et Bruxelles et sa périphérie : 47.305 (CREHSGM, DeVlag, VIII, 8, Annexe VII, liste des membres à la fin août 1943). Selon les données fournies à la *Militärverwaltung* par la DeVlag elle-même, l'organisation comptait, au 1<sup>er</sup> février 1944, 43.215 « membres flamands en Flandre » et les effectifs auraient atteint 9.490 unités dans le *Reich* (travailleurs flamands et allemands). Total : 52.705 membres (TB 26, T-501, 106, 728). Ces chiffres sont provisoirement incontrôlables. Selon une déclaration du 5 juin 1946 de Van Bergen, le responsable de la gestion financière de la DeVlag en Flandre, la DeVlag comptait, en effet, environ 51.000 membres inscrits. La cotisation annuelle étant de 30 fr. les recettes prévues auraient dû atteindre 1.530.000 fr. ; en réalité, elles ne se montaient qu'à 369.000 fr. Pas plus qu'environ un membre sur quatre payait donc sa cotisation. Ce qui prouve, selon Van Bergen, que l'on inscrivait des gens qui n'étaient pas réellement membres — conséquence de l'affiliation massive du personnel d'entreprises travaillant pour l'occupant (Arch. pers. A.). Dans son rapport secret du 18 octobre 1943 à Himmler, Reeder avait déjà souligné le « caractère douteux des moyens utilisés » pour accroître les effectifs de la DeVlag (BAK, NS 19/285, F. 311-312 et *Cahiers*, 5, p. 158, note 712).

(89) Cfr von Craushaar, *Militärverwaltungsvizechef*, à Emmendörfer, 21 janvier 1944 (Arch. pers. A.). Von Craushaar se réfère à deux lettres avec annexes, des 27 novembre et 31 décembre 1943, non retrouvées. On est fondé à croire qu'Emmendörfer a insisté, fin novembre 1943, après sa conversation avec Elias (cfr *supra*, p. 107), auprès de Reeder et von Craushaar, afin de trouver un *modus vivendi* entre Elias et Van de Wiele. L'ingérence directe de la direction de la *Militärverwaltung*, début 1944, dans le conflit VNV-DeVlag ressort du passage suivant du rapport d'activité de Reeder : « Da das Reich ein eigenes Interesse an der Beilegung der flämischen Uneinigkeit hat, haben die verantwortlichen deutschen Dienststellen alles getan um eine Einigung herbeizuführen, zumindest zu erleichtern. » (TB 26, T-501, 106, 739-740).

1. L'un des alliés les plus puissants d'Himmler contre Reeder était son compatriote bavarois, le *Reichsarbeitsführer* (chef du Service du Travail dans le *Reich*) Hierl. Le lecteur se souviendra qu'en 1943, la proposition d'Himmler d'établir le service du travail obligatoire en Flandre et en Wallonie avait créé un conflit ouvert entre Reeder et Hierl. Ce dernier avait alors joué le rôle de défenseur de la politique germanique SS. Il s'était surtout fait connaître par son vif ressentiment contre Romsée, le notable VNV, à qui il reprochait d'avoir voulu, en tant que secrétaire général à l'Intérieur et avec la complicité de Reeder, utiliser le Service du travail en Flandre comme l'instrument de son parti <sup>(90)</sup>.

En janvier 1944, Hierl entra à nouveau en lice. Il adressa à Himmler une virulente critique de Reeder et de Romsée. Il en trouva la substance dans un rapport important et détaillé sur la situation en Belgique, document qu'il avait reçu de Klausch, son délégué pour les services du travail dans le ressort de von Falkenhausen <sup>(91)</sup>.

La Belgique, estimait Klausch, est l'exemple parfait de la ploutocratie. Les profiteurs de guerre nagent dans l'opulence alors que le peuple souffre de la faim. Déçus, les ouvriers se demandent comment les Allemands osent continuellement discourir sur le national-socialisme, alors qu'ils acceptent les formes les plus graves de ploutocratie. Les mouvements d'Ordre Nouveau en Flandre restent sans écho. Leurs divisions internes, qui se répercutent au niveau des services allemands, constituent « une image peu encourageante », notait Klausch. Rex est d'une importance numérique négligeable qui se réduit sans cesse. Les rexistes et les légionnaires sont haïs en Wallonie. Le Roi, l'Eglise et le Capital dominant politiquement la situation. On trouve leurs représentants partout et même dans les services du travail. D'un intermédiaire (qu'il ne nomme pas) Klausch affirme avoir appris que Van Thillo, chef du Service du Travail volontaire pour la Flandre, a été récemment invité par le Roi <sup>(92)</sup> et que Romsée rencontre souvent le général Van Overstraeten, aide de camp du Roi Léopold. Le portrait du Roi apparaît dans les locaux du Service du Travail pour la Wallonie et les instructions aux chefs subalternes commencent par une affirmation de fidélité à la monarchie. En tant que secrétaire général de l'Intérieur, Romsée est depuis janvier 1943 le chef réel des services du travail. Il est vrai qu'il est VNV, mais également de tendance belgiciste, royaliste et cléricale. Il a conscience de l'extrême importance du Service du Travail dans la formation de la jeunesse et est dès lors prêt à utiliser cet instrument « dans la mesure où cela l'arrange », évidemment. Il lui serait très facile d'établir, avec l'aide de ses collègues secrétaires généraux, un service du travail d'orientation VNV et même belgiciste <sup>(93)</sup>. Mais il ne

(90) *Cahiers*, 5, pp. 33-39.

(91) Klausch à Hierl, 23 décembre 1943 : *Bericht über die allgemeine Lage und die Lage der Arbeitsdienste im belgischen Raum* (BAK, NS 19/1568).

(92) L'affirmation de Klausch ne peut être contrôlée mais semble fort invraisemblable.

(93) Klausch se trompait totalement. Les procès-verbaux du Comité des secrétaires généraux font apparaître de manière convaincante que la majorité était carrément opposée

soutiendra ni ne tolérera un service du travail national-socialiste « comme une articulation des services du travail germaniques animés de l'idéologie allemande ». C'est pour ces raisons qu'il protège les membres du VNV dans le Service du Travail en Flandre et combat sournoisement les adeptes de la DeVlag et tout particulièrement Van Thillo. A l'encontre des rexistes et des légionnaires qui font partie du Service du Travail en Wallonie, il s'est comporté si agressivement qu'une intervention allemande fut nécessaire (94).

Cela dure depuis trois ans, concluait Klausch irrité. En tant qu'Allemand, il considérait que c'était là une situation « honteuse et humiliante ». La conception allemande dans le domaine du Service du Travail en Belgique est menacée d'une destruction totale si les mesures nécessaires se font encore longtemps attendre.

Klausch avait été assez prudent pour limiter sa critique à Romsée. Sa position subalterne l'avait empêché de s'en prendre également à Reeder. En tant qu'allié d'Hitler, Hierl, lui, n'était pas tenu d'épargner le chef de l'administration militaire. Je partage tout à fait l'avis de Klausch, écrivait-il, le 13 janvier, au *Reichsführer* (95). De ma longue expérience, j'ai acquis la conviction que c'est en effet Romsée qui gouverne en Belgique et que le *Militärverwaltungschef* allemand est devenu dépendant des secrétaires généraux belges dont il estime ne pouvoir se passer pour administrer. Romsée en est conscient et en profite. Il ne convient pas qu'un haut responsable allemand, qui devrait gagner la sympathie des ouvriers belges en mettant fin à d'affreuses situations sociales, soit à la discrétion de Romsée et de ses collègues. Même si la conjoncture politico-militaire n'est incontestablement pas favorable à « des changements en profondeur », j'estime que la situation actuelle en Belgique n'est plus acceptable sans porter une grave atteinte au prestige allemand (ce qui, en clair, voulait dire que le régime d'occupation devait y être modifié soit par l'établissement d'une administration civile soit par la nomination d'un HSSPF, de telle manière que la puissance de Reeder fût brisée). La détermination d'Hitler n'est pas douteuse : si « aucun changement n'est introduit dans le système » au cours des prochains mois, je suis fermement

à l'introduction du service du travail obligatoire (à ne pas confondre avec le travail obligatoire en Allemagne). L'intervention de Romsée au Comité du 31 mai 1943 résume clairement son attitude : « Pour éviter toute équivoque, il tient à souligner que personnellement il est partisan du Service général du Travail parce qu'il considère que cette institution est susceptible de rendre de grands services au Pays et qu'elle constituerait un bien pour la formation de la jeunesse. Par ailleurs, il estime qu'il convient d'éviter que la mesure soit réalisée par une ordonnance allemande. Toutefois, comme il y a une majorité au sein du Comité contre le projet, il n'insiste pas. » Cfr VAN DEN WIJNGAERT, *Sekretarissen-Generaal*, pp. 238-241.

(94) « Ein nationalsozialistischer Arbeitsdienst aber als Glied der germanisch-europäischen Arbeitsdienste unter Führung der deutschen Gedankenwelt wird von ihm nie unterstützt oder geduldet werden. Die zur DeVlag neigenden Führer der Arbeitsdienste, darunter vor allem Van Thillo selbst, werden mit allen Mitteln unterirdischer Wühlarbeit bekämpft. Dagegen werden die in VNV-Richtung liegenden Führer bevorzugt, unterstützt und eingesetzt wo es nur geht. Gegen die Rexisten und Legionäre war und ist ein ausgesprochenes Kesseltreiben im Gange, das nur den deutschen Schutz einigermaßen in Grenzen gehalten werden konnte. »

(95) Hierl à Hitler, 13 janvier 1944 (BAK, NS 19/1568).

décidé à « liquider » les services du travail en Belgique, détournés de leur but véritable par Romsée, « en leur retirant mon appui et en en transférant les chefs compétents au *Reichsarbeitsdienst* allemand<sup>(96)</sup> ». Himmler fut informé que le puissant *Reichsleiter* Bormann, chef de la Chancellerie du Parti, avait également reçu le rapport sur les expériences belges de Klausch.

On ne connaît pas la réponse d'Himmler à Hierl. On peut cependant facilement imaginer que le rapport de Klausch et la lettre d'Hierl ne firent que renforcer la conviction du *Reichsführer* : la compétence de Reeder en matière politique et policière devait être, aussi vite que possible, réduite au minimum par la nomination d'un HSSPF non soumis à son contrôle. Lorsque Hierl envoya son réquisitoire contre Reeder et son complice Romsée à Himmler (le 13 janvier 1944), l'évolution qui devait placer les Services Volontaires du Travail flamand et wallon sous la complète obédience allemande souhaitée (celle du *Reichsarbeitsdienst*) était presque à son terme. Seul l'aboutissement retiendra notre attention : fin avril les deux services furent soustraits à la compétence du Ministère belge de l'Intérieur et reçurent la couverture d'association sans but lucratif — qui toutefois étaient exclusivement financées par l'Administration militaire sur les frais d'occupation<sup>(97)</sup>. Au dernier moment encore, Reeder réussit à limiter les dégâts en évitant que les fonds nécessaires émanent de la *Germanische Leitstelle* de Berger<sup>(98)</sup>. L'évolution idéologique qui devait être suivie par les nouveaux services du travail dans le camp allemand ressort de la satisfaction exprimée par Berger dans sa lettre à Himmler : « Comme services du travail nationaux-socialistes, provisoirement basés sur le

(96) « Wenn die militärpolitische Lage jetzt durchgreifende Veränderungen nicht angezeigt erscheinen lassen mag, so bin ich doch auch der Ansicht, dass das gegenwärtige System in der Leitung der belgischen Angelegenheiten nicht mehr unbegrenzt fortgesetzt werden kann, ohne das deutsche Ansehen schwer zu schädigen. Auf dem Gebiet der Arbeitsdienste bin ich entschlossen, wenn im Laufe der nächsten Monate kein Systemwechsel eintritt, die von Romsée in ein völlig falsches Fahrwasser geleiteten belgischen Arbeitsdienste zu zerschlagen, indem ich ihnen jede weitere Unterstützung entziehe und die geeigneten Führer in den deutschen Reichsarbeitsdienst überführe. »

(97) M. HAUPT, *Der Arbeitseinsatz der belgischen Bevölkerung während des Zweiten Weltkrieges*, Bonn, 1970, pp. 173-175. VAN DEN WIJNGAERT, *Secretarissen-Generaal*, p. 211, qui résume l'évolution en question d'une façon saisissante en ces termes : « L'influence de l'Ordre Nouveau sur les Services du Travail était estimée trop forte par le Comité [des secrétaires généraux] et trop faible par l'occupant. » Par « occupant » il faut cependant entendre ici en tout premier lieu, non l'administration militaire, mais le *Reichsarbeitsdienst* dont le chef, Hierl, était l'allié d'Himmler contre Reeder sur le terrain de la politique germanique.

(98) Berger à Himmler, 10 mars 1944 (T-175, 18, 2521629-30). Schwarz, trésorier du NSDAP, s'était, à la requête de Berger, déclaré prêt à mettre les fonds nécessaires à la disposition des nouveaux Services du Travail. Berger en avait informé Reeder par télex. Déçu, il dut toutefois signaler à Himmler que l'Administration militaire paierait elle-même les frais. Pour mémoire, le *Germanische Arbeit* de la SS dans les territoires limitrophes du Reich à l'Ouest, de la Norvège à la Belgique (la Wallonie y compris à partir de 1943) était financé par des versements du parti, en réalité de l'Etat, par l'intermédiaire de Schwarz au bénéfice de la *Germanische Leitstelle*, le service compétent au *SS-Hauptamt* de Berger. A propos du virulent conflit Reeder-Himmler-Hierl pour le contrôle des Services du Travail en Belgique, cfr le mémoire d'après-guerre de Reeder (un plaidoyer à lire de manière critique) : *Militärbefehlshaber - Militärverwaltung - Höherer SS. und Polizeiführer*, transmis le 2 mai 1949 à l'auditeur militaire Wilmart (Proc. vF. 352, pp. 20-24).

volontariat, ils sont subordonnés au *Generalarbeitsführer* Klausch. » Berger précisa que Klausch, le représentant de Hierl en Belgique, travaillait en « étroite collaboration » avec la SS<sup>(99)</sup>. Reeder constata que le changement avait immédiatement causé des pertes dans le Service du Travail flamand : 20 % des cadres les plus connus, tous des VNV convaincus, avaient donné leur démission. Avec le Service du Travail wallon au contraire, il n'y eut pas de difficulté car ce service avait déjà été épuré dans la seconde moitié de 1943 « de tous les éléments belgicistes et royalistes »<sup>(100)</sup>. L'infiltration existante de la direction avait facilité les choses. Le lecteur se souviendra que Degrelle avait, depuis le début de l'année, mit son mouvement au service de la politique germanique de la SS<sup>(101)</sup>.

2. C'est également par un rappel que nous introduirons le second événement qui se produisit entre le 15 décembre 1943 et le 11 février 1944.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1942, Jungclaus était en fonction à Bruxelles où, en attendant sa nomination comme HSSPF, il représentait Himmler, fondé de pouvoir du *Führer* pour l'ethnie germanique<sup>(102)</sup>. Il est vrai que, de modeste à l'origine, la *Dienststelle Jungclaus* avait depuis évolué en un « bastion », plus exactement en « un illégal gouvernement parallèle », contre l'officielle *Militärverwaltung*. Formellement, elle était, toutefois, dépourvue de toute compétence légale en matière politique et policière. Il s'imposait donc que Jungclaus soit promu au rang d'HSSPF à Bruxelles pour y jouer le rôle de « bras droit » d'Himmler<sup>(103)</sup>. C'eut été le couronnement du travail de sape de la SS à l'encontre de la compétence politique et policière de l'administration d'occupation. Nous savons déjà comment Reeder, grâce à l'appui de l'OKW et avec la neutralité bienveillante de la Chancellerie du Parti (Bormann), avait pu s'opposer à la réalisation du plan d'Himmler<sup>(104)</sup>.

Berger était pourtant optimiste. Le 21 décembre 1943, après qu'il eut appris, à Berlin, la veille, de Jungclaus qu'Elias avait demandé un entretien à Himmler, il signala à son chef que Reeder était convoqué à Berlin pour le 3 janvier afin de discuter « de la nomination d'un HSSPF »<sup>(105)</sup>. Reeder, prévint-il, veut absolument que le HSSPF lui soit subordonné et non au *Militärbefehlshaber*. Il ne peut en être question, souligna-t-il. Cela nuirait au

(99) *Ibidem*.

(100) TB 29 (T-501, 106, 1057). J. GERARD-LIBOIS et J. GOTOVITCH, *L'An* 40, Bruxelles, 1971, pp. 471-473.

(101) *Cir Cabiers*, 5, p. 62.

(102) *Cabiers*, 4, pp. 82 et ss.

(103) Mémoire Reeder HSSPF, 2 mai 1949, pp. 9 et 35-36 (Proc. vF. 352).

(104) *Cabiers*, 4, pp. 139-140 et 5, p. 146.

(105) Berger à Himmler, 21 décembre 1943 (BAK, NS 19/1553). Reeder était, en effet, invité pour le 3 janvier à Berlin 1) par Speer pour une conversation sur le travail obligatoire (Reeder à Himmler, 15 décembre 1943. BAK, NS 19/1541), 2) par le *Reichsminister* Lammers, chef de la *Reichskanzlei*, pour un entretien sur l'établissement d'une *Zivilverwaltung* en Belgique et dans le Nord de la France. A propos de ce second entretien, Berger fut très vraisemblablement informé par de hauts fonctionnaires de la Chancellerie — ce qui n'était pas exceptionnel.

prestige de tous les HSSPF. « *Reichsführer* », conclut-il, « nous avons déjà dû si longtemps attendre en Flandre que quelques semaines ne font vraiment pas l'affaire. Le problème se résoudra alors de lui-même. »

Fin 1943, la tension Himmler-Reeder atteignit de nouveau un sommet lorsque ce dernier apprit de Kaltenbrunner, chef du RSHA, qu'un *Reichsführer-SS* irrité agitant la menace « de poursuites judiciaires » si le *Militärverwaltungschef* persistait dans l'opposition. Reeder avait alors répondu à Kaltenbrunner qu'il maintenait son point de vue <sup>(106)</sup>. A peu près au même moment, Kaltenbrunner avait tenté d'amener Reeder à accepter un compromis : la politique ethnique (en fait le contrôle de la collaboration politique) resterait de la compétence du chef de l'administration militaire tandis que Jungclaus serait nommé en tant que HSSPF avec des compétences bien définies (uniquement policières) et sous l'autorité directe de Reeder. Si on ignore la réaction de Reeder, on peut cependant supposer qu'elle ne fut pas négative, étant donné qu'il a repris le compromis à son compte deux mois plus tard <sup>(107)</sup>. Himmler, par contre, souhaitant un HSSPF à part entière, considéra que la question n'avait pas être discutée <sup>(108)</sup>. Une subordination de son HSSPF à Reeder était totalement exclue.

3. Nous restons fin 1943-début 1944. Le 30 décembre, Hitler avait ordonné la réouverture du dossier de l'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France. Il avait laissé le problème en suspens depuis novembre 1942 <sup>(109)</sup>. Le 3 janvier, la décision de principe était tombée après des délibérations auxquelles avaient pris part des représentants de la Chancellerie du Parti, du Haut commandement de l'armée (OKW et OKH) et de la *Militärverwaltung* de Bruxelles (Reeder en personne) : le remplacement de la *Militärverwaltung* par une *Zivilverwaltung* était souhaité, le changement de régime devait être préparé avec diligence, en sorte que l'exécution de l'ordre du *Führer* ne subisse aucun retard. La date du passage d'un régime à l'autre ne pourrait être précisée qu'« après la clarification de la situation militaire à l'Ouest ». (Du côté allemand, on prévoyait donc une tentative de débarquement se soldant par une défaite des Anglo-Américains.) Il y avait plus : de la décision de principe, les participants aux discussions du 3 janvier avaient tiré l'importante conclusion qu'après l'éta-

(106) Mémoire Reeder *Militärverwaltung-Sipo-SD*, 4 avril 1949, p. 27 (Proc. vF. 229). Les menaces de poursuites judiciaires proférées par Himmler ne sont étayées que par une affirmation d'après-guerre incontrôlable de Reeder. Aucun doute n'est cependant permis quant à une forte tension, qui atteignit son sommet fin 1943, entre le *Reichsführer-SS* et le *Militärverwaltungschef*.

(107) Ci-après, p. 135.

(108) Mémoire Reeder, cité en note 103, p. 45. Il n'y a aucune certitude quant à la succession chronologique exacte des deux faits. La menace d'Himmler remonte, selon Reeder, à Noël (ou environ), la proposition de compromis de Kaltenbrunner à fin décembre 1943. Remarquons qu'Himmler se serait montré, en janvier 1943, provisoirement d'accord pour une nomination de Jungclaus en tant que HSSPF doté seulement d'une compétence policière (*Cahiers*, 5, p. 19).

(109) Cette question sera étudiée plus en détail dans *Hitler en bet politieke lot van België*, t. 2 (en préparation).

blissement d'une *Zivilverwaltung* en Belgique et dans le Nord de la France « rien n'empêcherait plus la nomination d'un HSSPF, nomination à laquelle la *Militärverwaltung* s'était jusqu'à présent opposée <sup>(110)</sup> ». C'était là, au plus haut niveau, une reconnaissance significative de la lutte menée par Reeder contre l'ingérence de la SS dans son ressort.

4. Autre fait qui se situe également en janvier 1944. Fin octobre 1941, Constantin Canaris, chef de la Sipo-SD de Bruxelles, avait été muté à Königsberg <sup>(111)</sup>. Le 14 janvier 1944, il reçut notification de son transfert à Bruxelles avec entrée en fonction au 1<sup>er</sup> février. Grosse déception chez l'intéressé qui eut préféré rester en Prusse orientale. Le 16, Kaltenbrunner vint à Königsberg pour un examen de la situation avec plusieurs hauts fonctionnaires de la Sipo-SD. Canaris espérait saisir l'occasion pour obtenir de son chef immédiat la permission de ne pas devoir réoccuper son ancien poste. Une fonction policière dans un territoire occupé ne l'enthousiasmait guère et il sollicitait donc un envoi au Front. Kaltenbrunner refusa vivement. Canaris insistant, Kaltenbrunner entra dans une violente colère : un ordre est un ordre, estimait-il ; celui qui refuse d'obéir en temps de guerre se rend coupable de désertion. Au cours de l'entretien du 16 janvier à Königsberg et par des communications verbales ultérieures de Kaltenbrunner à Berlin, Canaris reçut quelque information au sujet de son transfert précipité à Bruxelles : on avait besoin d'un élément au fait des situations locales, pouvant évoluer sur un terrain glissant et capable de créer des relations acceptables entre l'administration d'occupation et la *Dienststelle Jungclaus*. Enfin (nécessité essentielle), l'élément en question devait être accepté par Reeder. L'une de ses tâches essentielles était d'amener, par les voies les meilleures, le *Militärverwaltungschef* à cesser sa résistance à la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Une autre tâche importante devait consister à informer le RSHA des comportements de von Falkenhausen et de son entourage immédiat. Ainsi, concluait Kaltenbrunner, hormis la nécessaire réorganisation de la *Dienststelle*, tout un travail intéressant attendait Canaris à Bruxelles <sup>(112)</sup>.

(110) « *Der Einsetzung eines Höheren SS- und Polizeiführers, ...der sich die Militärverwaltung bislang stets widersetzt hat, steht nach Einführung der Zivilverwaltung nichts mehr im Wege.* »

(111) *Cahiers*, 3, pp. 147-148.

(112) Ce qui précède repose essentiellement sur des informations orales qui nous ont été communiquées par le Dr. Canaris les 8 et 9 février 1975 à Friedrichshafen et sur une note écrite détaillée du 1<sup>er</sup> juillet de la même année. Que le Dr. Canaris trouve ici l'expression de notre gratitude pour la transmission de la documentation et pour les nombreuses informations écrites et orales qu'il nous a complaisamment procurées au cours de la préparation de cette étude. — Cfr aussi une série de procès-verbaux d'interrogatoires de Canaris au cours de l'instruction de son procès d'après-guerre devant le conseil de guerre de Bruxelles, c.a. pv. du 26 octobre 1946 (Proc. Can. 0080), 15 septembre 1948 (Proc. vF. 92, copie), 4, 6 et 12 mai 1949 (Proc. Can. 0035, 0133, 0142). Importantes sont également deux lettres de l'avocat Maystadt, un des défenseurs belges de Canaris, à l'auditeur Barbay, du 11 octobre 1946 et du 18 janvier 1946 (Proc. Can. 3293 et 3327). Huit questions que Canaris souhaitait faire poser à Kaltenbrunner accompagnaient la première lettre. La huitième question concernait son entretien du 16 janvier 1944 avec le chef du RSHA à Königsberg.

C'est, à bon droit, que l'on peut prétendre qu'entre, d'une part, la décision de principe du 3 janvier 1944 d'établir au moment opportun, mais dans un proche avenir, une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France avec un Commissaire du *Reich* et un HSSPF et, d'autre part, la décision prise quelques jours plus tard par Himmler de renvoyer Canaris à Bruxelles, il y a plus qu'une simple relation chronologique, Himmler attendant de Canaris qu'il prépare Reeder à la nomination d'un HSSPF (113).

Revenons aux origines immédiates de l'entrevue Himmler-Elias-Van de Wiele de fin février 1944. L'entretien Berger-Elias du 28 janvier à Berlin en fait partie.

Ne pouvant compter que sur sa mémoire parfois défaillante, Elias est fort bref à ce sujet tant dans ses déclarations d'après-guerre pendant l'instruction de son procès que dans ses notes personnelles (114). A l'invitation de Berger, le chef du VNV se rendit, en compagnie de Junglaus, dans la capitale allemande. « J'étais déjà convaincu à ce moment de l'échec de ma tentative », déclara Elias quatre ans plus tard. « C'est parce que je ne voulais point manquer l'occasion de m'assurer des positions d'Himmler, que j'ai accepté que cet entretien ait lieu (115). » Au sujet de la conversation même avec Berger, Elias nota : « Une conversation politique claire et nette était impossible avec cet homme. Il ne comprenait pas la situation (116). » A quoi Elias faisait-il allusion ? Comment et pourquoi se fait-il qu'il était convaincu d'avance de l'échec ? Qu'il ait, pour la raison ci-dessus évoquée, « accepté » de parler avec Himmler n'est pas convaincant. N'était-ce pas lui qui avait à deux reprises sollicité l'entretien ? En fait, fin janvier 1944, il ne pouvait plus s'y soustraire. En outre, Elias ne connaissait-il pas suffisamment les conceptions de la SS qu'il avait si longtemps combattues ? Van der Elst écrit de son côté que la conversation avec Berger « fut décevante car le malentendu était vite apparu (117) ». De quel malentendu s'agit-il ?

Celui-ci fut condamné à mort le 1<sup>er</sup> octobre 1946 à Nuremberg comme criminel de guerre. En en appelant aux droits de la défense, l'avocat Maystadt insista auprès de l'auditeur dans sa seconde lettre afin que le nécessaire soit fait pour que soit produit le témoignage écrit de Kaltenbrunner. Il n'apparaît nulle part que ce dernier ait été informé des questions de Canaris. Barbay avait déjà signalé auparavant à l'avocat qu'il était « impossible » de donner à son client la faculté de recevoir un journal aux fins d'être informé du déroulement du procès de Nuremberg. Il apparaît dans le passage suivant de la lettre du 11 octobre 1946 de l'avocat à l'auditeur combien sombre était l'avenir pour Canaris : « Ainsi que vous avez bien voulu le signaler vous-même, dans ce procès le Dr. Canaris court de grands périls. » Le août 1951, C. Canaris fut condamné à 20 ans de travaux forcés.

(113) Par une lettre du 19 novembre 1979, le Dr. Canaris nous confirma qu'il lui incombe d'aider à la découverte d'une solution dans le conflit Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles.

(114) Elias avait rassemblé pendant la guerre, à l'intention de son procès, un dossier qu'il avait confié à une connaissance qui le détruisit, craignant des difficultés judiciaires si on le trouvait chez elle. (Communication d'Elias à l'auteur.)

(115) Pv. Elias, 27 juillet 1946 et 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

(116) Note d'après-guerre non datée d'Elias et intitulée : *Onderhandelungen met de SS (Négociations avec la SS)* (Arch. pers. A.).

(117) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 185.

Reeder donne un autre son de cloche. Il signale dans son rapport d'activité que l'entretien Berger-Elias fut « poussé » et avait pour but de préparer l'établissement de l'unité entre les deux organisations rivales, ce qui avait « suscité la confiance et une espérance nouvelle » dans les milieux VNV (118). Reeder n'avait aucune raison de déformer les informations reçues mais prenait peut-être ses désirs pour des réalités.

Le 6 février 1944, dix jours après son retour de Berlin, le chef du VNV rencontra Van de Wiele à Bruxelles en présence de Jungclaus qui avait pris l'initiative de l'entrevue (119). C'était la première rencontre entre les deux chefs flamands depuis le début du conflit en août 1941 (120). Elias a dû à ce moment prendre conscience de ce que son désir d'une rencontre avec Himmler seul ne se réaliserait pas. A propos de cet entretien, les versions d'après-guerre des deux interlocuteurs coïncident à peu près (121). Van de Wiele se serait montré disposé à s'abstenir de toute activité politique parallèle à l'exception cependant de la formation idéologique des militants « dans le cadre d'un mouvement dirigé par Elias ». Elias rejeta cette proposition : il exigeait pour le VNV, mouvement autoritaire, la direction politique et idéologique. Cela impliquait la disparition de la DeVlag ou, dans le meilleur des cas, sa limitation au domaine culturel sous le contrôle du VNV. Le chef du VNV aurait également affirmé que le rôle de Van de Wiele « était devenu impossible pour le VNV ». Elias explicite ici pour la première fois ce qu'il entendait par sa disposition « à œuvrer, sous certaines conditions, en faveur de l'établissement de l'unité nationale-socialiste en Flandre » ainsi qu'il l'avait assuré dans sa lettre du 15 décembre 1943 à Himmler (122). On ignore ce qui a pu conduire Elias à formuler, dès le 6 février 1944, ses conditions d'une manière si raide qu'elle enlevait à l'entretien toute chance d'aboutir à un résultat positif.

Après avoir écouté l'exposé des deux points de vue, Jungclaus déclara ne pouvoir accepter les conditions posées par Elias. Il pouvait d'autant moins suggérer à l'administration d'occupation de les accepter qu'il était pour lui exclu de forcer la fusion des deux partis rivaux (123). Selon Van der Elst qui, toutefois, ne cite pas sa source, Jungclaus aurait alors dit qu'il n'y comprenait plus rien (124) — conclusion tout à fait conforme à l'image tracée par Elias et son avocat d'un Jungclaus « assez insignifiant ». La question est plutôt de savoir si le représentant d'Himmler ne se trouvait pas alors, en effet, confronté avec une situation devenue incompréhensible en raison de l'attitude d'Elias. Le 15 décembre 1943, le chef du VNV s'était déclaré prêt à faire ce

(118) TB 26 (T-501, 106, 730 et 740). Cfr encore le *Stimmungsbericht* de la *Propaganda Abteilung Belgien* pour février 1944, établi le 10 mars : une légère détente est intervenue entre le VNV et la DeVlag après le premier voyage d'Elias à Berlin et l'annonce d'un second, probablement décisif (BAK, IS 19/1541).

(119) TB 26 (T-501, 106, 740).

(120) *Cahiers*, 4, p. 66.

(121) Pv. Van de Wiele, 27 mai et 1<sup>er</sup> juin 1946. Pv. Elias, 27 juillet 1946 et 26 février 1947. Note non datée d'après-guerre d'Elias (cfr note 116).

(122) Cfr *supra*, p. 112.

(123) Pv. Van de Wiele, 1<sup>er</sup> juin 1946, 6<sup>me</sup> suite (Arch. pers. A.).

(124) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 185.

qu'il pouvait pour la réalisation de l'unité dans le camp de la collaboration politique en Flandre. Mais le 6 février 1944, Jungclaus l'entendait exprimer des conditions rendant cette unité impossible !

Lorsqu'il estima que les échanges de vues préparatoires étaient suffisamment avancés, Himmler envoya, le 11 février, par l'intermédiaire de Jungclaus, les invitations à un entretien dont la date était encore indéterminée (125). On s'adressa à Elias en tant que *Leiter des Flämischen National-Verband* et à Van de Wiele en tant que *Landesleiter der deutsch-flämischen Arbeitsgemeinschaft*. Elias apprit ainsi officiellement qu'il serait reçu en même temps que son adversaire politique et que Berger et Jungclaus participeraient également aux délibérations.

Le départ fut fixé au lundi 28 février. Quelques jours avant, à propos d'un article de Verschaeve, se produisit toutefois un incident (126). Nous devons l'exposer en détail car non seulement il fait partie de la genèse de l'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele mais surtout il est révélateur de l'influence politique exercée par le *Sicherheitsdienst* (127) et, indirectement, par Verschaeve.

Sous l'occupation, Verschaeve était considéré par beaucoup de collaborateurs flamands comme la personnalité prestigieuse dont il valait la peine de gagner l'assentiment. Certains responsables allemands de haut niveau ne pensaient pas différemment : l'abbé-poète aux sympathies politiques affirmées était pour eux « le plus grand atout pouvant être joué en Flandre (128) ». De nombreuses personnalités flamandes et allemandes venaient lui rendre visite à Alveringem où il était vicaire (129). Son biographe et admirateur, Vansina, souligne que Verschaeve ne discutait plus avec personne mais « pérorait avec la consternante assurance du prophète ». Le fait qu'on « l'écoutait, le courtisait » comblait Verschaeve « d'une joie enfantine et presque naïve (130) ». Le *Brüsseler Zeitung* n'exagérait pas en écrivant en mai 1943, à l'occasion du 70ème anniversaire du poète : « Sa parole a du poids non seulement dans le pays mais aussi dans le Reich (131). »

(125) Brandt à Jungclaus, 11 février 1944. En annexe : Himmler à Elias et Himmler à Van de Wiele, 11 février 1944 (BAK, NS 19/1565).

(126) Le terme « incident » est emprunté à Elias dans son pv. d'interrogatoire du 26 février 1947, au cours de l'instruction de son procès (Arch. pers. A.).

(127) A ne pas confondre avec la *Sicherheitspolizei* (Sipo) composée des polices politique et judiciaire (*Gestapo* et *Kripo*). La Sipo, le *SD-Inland* et le *SD-Ausland* faisaient partie de la *Dienststelle des Beauftragten des Chefs der Sipo und des SD für den Bereich des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich, Brüssel*, organisée sur le modèle de la maison mère de Berlin, le RSHA (*Cahiers*, 3, pp. 126-127).

(128) D. VANSINA, *Verschaeve getuigt* (dans Cyriel VERSCHAEVE, *Verzameld Werk*, I, Bruges, 1955), p. 781. Vansina écrit : « Berlin sait où il veut mener Verschaeve. » Il serait plus exact de dire que : « Certains services à Berlin savent où ils veulent mener Verschaeve. » Il n'y avait, en effet, pas unanimité politique à Berlin mais de nombreux services qui se combattaient mutuellement.

(129) *Ibidem*, pp. 781 et 785. Voir encore VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog* (dans *Verzameld Werk*, VIII, Bruges, 1961), p. 643.

(130) VANSINA, *Verschaeve getuigt*, pp. 725-726.

(131) Cité dans VANSINA, *op. cit.*, p. 782.

Au début de 1942 déjà, Berger avait invité Verschaeve à « un voyage d'agrément dans le Reich ». L'invité comprit très vite qu'en fait, Himmler voulait lui parler politique, notamment « de la Flandre ». Il accepta le principe d'une rencontre mais, en prétextant son état de santé, il put faire remettre la visite « pendant deux ans ». Il estimait en réalité que « le moment n'était pas encore venu <sup>(132)</sup> ». « Plus tard », mais encore avant sa visite à Himmler qui n'aurait lieu qu'à la fin juillet 1944 <sup>(133)</sup>, « on » vint demander (on ne sait qui et quand) à Verschaeve « d'intervenir dans le conflit VNV-DeVlag et, se plaçant au-dessus de la mêlée des deux partis, d'accepter lui-même la direction de tous ». Verschaeve refusa <sup>(134)</sup> mais, dit-il dans ses mémoires, « les messieurs désolés continuèrent à insister et à solliciter ». (Il ne dit pas qui étaient ces messieurs et au nom de qui ils venaient. En fait, il s'agissait de membres du SD de Bruxelles.) Verschaeve se déclara cependant disposé à faire un geste : la rédaction d'un article dans lequel il développerait les idées « qui pouvaient devenir la base d'un accord entre tous les Flamands ». Ce qui fut accepté. L'article devait paraître le même jour et à la même place dans *Volk en Staat*, officieux du VNV, et dans *Balming*, hebdomadaire de la DeVlag <sup>(135)</sup>. La demande formelle de rédiger l'article vint officiellement, fin janvier ou début février, du SD de Bruxelles <sup>(136)</sup>. On ne sait si le SD de Berlin (*Amt III* du RSHA) y était pour quelque chose. Il n'est pas exclu qu'une suggestion soit venue d'Himmler (indirectement) ou de Van de Wiele. En raison de la date à laquelle la demande fut faite, il est fort probable que Verschaeve rédigea son article dans la perspective de la rencontre Himmler-Elias-Van de Wiele et en le concevant comme le prologue de l'établissement d'un *modus vivendi* entre le VNV et la DeVlag. Il convient d'encore souligner que Van de Wiele était, comme chef de la DeVlag en Flandre, soutenu et inspiré politiquement non seulement par la *Germanische Leitstelle* de Berger (représentée à Bruxelles par la *Dienststelle Jungclaus*) mais aussi par le SD, organe politique de la Sipo qui, dans ses rapports, critiquait avec une constante virulence le VNV et Reeder, son protecteur <sup>(137)</sup>. Il est probable que Verschaeve n'avait pas une connaissance suffisante de l'embrouillami politique que constituaient les services allemands en Belgique occupée ni du

(132) VANSINA, *op. cit.*, p. 783. L'auteur ne précise pas la date de l'invitation. A partir des mémoires de Verschaeve, on peut approximativement la situer au printemps de 1942 (VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog*, p. 647).

(133) VANSINA, *op. cit.*, p. 805.

(134) VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog*, p. 649.

(135) *Ibidem*, pp. 649-650 et pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.). Vansina ne fait pas mention de l'article de Verschaeve. — M.A. Deckmyn nous a fourni un intéressant matériau (voir note suivante), nous l'en remercions ici, concernant le déroulement de l'incident suscité par l'article.

(136) Le mandat explicite du SD-Bruxelles apparaît au début de la lettre du 6 mars 1944 de Verschaeve à Eggert (à son sujet, voir note 139). Verschaeve parle dans cette lettre, entre autres, de son projet d'article : « eine Ideeenschrift, welche ganz Ihre Einstimmung erhalten, selbst auf Ihre Frage geschrieben wurde ». Il eut également un entretien (téléphonique ?) à ce sujet avec Eggert. Cfr encore la déclaration d'Elias pendant l'instruction de son procès : « Verschaeve avait écrit un article dont le SD demanda la publication dans *Balming* et *Volk en Staat*. Je refusai. » (Pv. Elias, 26 février 1947, Arch. pers. A.).

(137) Cfr *supra*, p. 101.

« nid d'intrigues » tissé autour de lui et dans lequel il s'était aventuré<sup>(138)</sup>, pour se rendre compte que le SD le manœuvrait. Il faut pourtant admettre au bénéfice de sa lucidité qu'il n'ignorait pas la différence entre la *Flamenpolitik* de la *Militärverwaltung* et celle de la SS, entre la position d'Elias et celle de Van de Wiele.

Pour éviter la voie de la poste belge, début février, Verschaeve confia son article à deux amis en les chargeant de le remettre personnellement à Eggert, le référendaire compétent au service de politique ethnique (*Volkstum*) du SD de Bruxelles<sup>(139)</sup>. Les deux messagers bénévoles étaient des anciens dinasos, A. Deckmyn et A. Derbecourt, respectivement rédacteur en chef et secrétaire de rédaction de *De Nationaalsocialist*, l'hebdomadaire du « mouvement VNV unifié » (sous-titre du journal) qui menait une politique thioise radicale et occupait de ce fait une position marginale et gênante dans le camp du VNV. Si, dit Verschaeve à ses deux amis avant leur départ pour Bruxelles, le SD ne pouvait rien faire du texte « parce qu'il ne répond pas à son attente » (« *weil die beabsichtigten Voraussetzungen nicht eintraten* »), le *Nationaalsocialist* pouvait le publier. Ils devaient seulement s'informer de la date à laquelle l'article serait à la disposition de leur hebdomadaire<sup>(140)</sup>. Deckmyn exigea qu'à la terminologie « flamande » soit substituée une terminologie « thioise » dans laquelle « Néerlande » et « Néerlandais » remplacerait « Flandre » et « Flamand »<sup>(141)</sup>. Sans encore rien savoir quant à la rédaction du SD au projet d'article, Deckmyn décida de publier le texte de Verschaeve dans le numéro suivant (celui du 26 février) du *Nationaalsocialist*. Il informa en ce sens K. Lambrechts, chef de la propagande du VNV. Mais le 23 vint le veto d'Elias qui avait déjà interdit la publication dans *Volk en Staat*<sup>(142)</sup>. On comprend pourquoi. Verschaeve avait estimé dans son article qu'il était insensé de réclamer des garanties d'autonomie à l'Allemagne<sup>(143)</sup>. Le chef du VNV qui, dans ses interventions publiques, avait constamment insisté sur ces garanties ne pouvait évidemment accepter d'être contredit, fût-ce par Verschaeve, dans un organe du VNV et ce, dans une

(138) VANSINA, *op. cit.*, p. 781.

(139) Le *SS-Oberscharführer* Eggert fit partie d'août 1940 à la fin de l'occupation du référat B (*Volkstum*) dans l'*Abteilung III (Lebensgebiete ou SD-Inland)* de la *Dienststelle Sipo-SD* de Bruxelles. Le chef de l'*Abteilung III* était le *SS-Sturmbannführer* Hummitzsch; le chef du référat III B, le *SS-Obersturmführer* Klüss (au sujet de ces derniers, *cf. supra*, p. 100). Van de Wiele déclara au cours de l'instruction de son procès que Hummitzsch et Klüss lui rendaient régulièrement visite car ils s'intéressaient aux activités de la DeVlag, du VNV, de Rex, etc. « Eggert du III B a souvent assisté à des conversations et à des réunions à la Centrale de la DeVlag à Bruxelles ou en province mais seulement à titre d'observateur passif... Une copie de notre rapport mensuel allait au III B de telle sorte qu'ils étaient au courant de toutes nos activités. » (Pv. Van de Wiele, 2 septembre 1946, Arch. pers. A.).

(140) Verschaeve à Eggert, 6 mars 1944 (*cf. note* 136).

(141) Lettre et note de Deckmyn à l'auteur, 1<sup>er</sup> août 1979.

(142) Pv. Elias, 26 février 1947 (Arch. pers. A.).

(143) « Un peuple luttant pour son existence doit-il recevoir des garanties d'un autre comme récompense?... Des garanties en temps de guerre sont sans valeur; celui qui en souhaite en reçoit autant qu'il veut mais elles se perdent dans la défaite ou sont gommées par la victoire. » (VERSCHAEVE, *De Tweede Wereldoorlog*, dans *Verzameld Werk*, VIII, p. 650.) Verschaeve se trompait en partie: Elias voulait obtenir des garanties mais elles ne vinrent pas.

question considérée par lui, avec raison, comme étant d'importance fondamentale. Il le pouvait d'autant moins qu'il était sur le point de rencontrer Himmler pour précisément discuter de ses garanties. (On s'étonne alors de lire dans la biographie de Verschaeve par Vansina que l'abbé-poète a « en toute occasion » insisté sur la nécessité « de maintenir l'autonomie à tout prix » (144).)

A la grande surprise de Deckmyn, l'article parut sous le titre original : *Aan Vlaanderen in 1944*, le 26 février dans *Balming*. Quoique non signé, le style de l'article en révélait l'auteur. Cette publication montre que le SD approuvait le texte de Verschaeve dans sa version « flamande ». A l'insu de la direction du VNV (Elias ne partirait pour l'Allemagne que le 28), Deckmyn prit immédiatement contact avec Verschaeve qui donna expressément l'autorisation de publier son article, la version « néerlandaise », dans le prochain numéro du *Nationaalsocialist* qui paraîtrait le 4 mars (145). C'est ce qui se passa, du moins partiellement. Le titre demeura inchangé et à deux endroits seulement « Flandre » fut remplacé par « Pays-Bas » (146). (Il aurait pu y avoir plus de changements de cette nature.) Un habile arrangement typographique créa l'impression que l'article écrit « par une personnalité thioise de premier plan », selon les termes d'un bref communiqué rédactionnel, était une profession de foi thioise (147). En fait, Verschaeve avait tenté de garder l'équilibre entre « Néerlande » ou « Flandre » (par quoi il désignait toujours la Hollande et la Flandre) et « Germanie » (qui désignait le *Reich* germanique) (148) — avec cependant l'attaque évidente, déjà mentionnée, contre

(144) VANSINA, *Verschaeve getuigt*, p. 796.

(145) Comme la note 141.

(146) « Flandre, votre place est dans la Germanie afin de nourrir sa force de la vôtre » (*Balming*, 26 février 1944, p. 2) devient dans *De Nationaalsocialist* du 4 mars : « Néerlande, votre place... », etc. « La Hollande et la Flandre pourraient-elles ne pas trouver leur compte dans une intégration sur pied d'égalité à une Europe unifiée ? Non, certainement pas, et la Flandre encore moins dans une intégration sur pied d'égalité à une Germanie unifiée » (*Balming, ibidem*) ; ces phrases sont reprises presque littéralement dans *De Nationaalsocialist* sauf en ceci que dans la seconde des phrases en question (la réponse à la question posée) on lit « Néerlande » au lieu de « Flandre ».

(147) « O Néerlande, sois vigilante », était imprimé en caractères gras à deux reprises comme sous-titre. Sur la première page figurait un encart en lettres capitales : « O Néerlande, sois vigilante ! Assurer ton existence et sauvegarder ton identité doit être ta préoccupation. L'avenir qui est déterminé par les autres est fallacieux. Le peuple qui sait qu'il existe et tire de sa force la conviction de sa propre réalité sait aussi qu'il doit défendre cette existence. *Weer één, weer samen, weer 't Gebele !* »

(148) Un exemple de la profession de foi germanique : « La Flandre, la Hollande, la Norvège, le Danemark, tout ce qui est Germain n'a pas de plus pressant devoir à une existence particulière que celui d'adhérer corps et âme au bloc germanique... Dans le *Reich* les Pays-Bas resteront les Pays-Bas et cela, comme ils le veulent [« Les Pays-Bas » tant dans *Balming* que dans *De Nationaalsocialist*]... Néerlande, ta place est auprès de la Germanie pour la renforcer de toutes tes forces à toi, en combattants surtout. » Dans *Balming*, Néerlande était cette fois remplacée par Flandre. — Selon la *Propaganda Abteilung Belgien* l'article de Verschaeve, « par ses idées et formulations équilibrées », avait fait l'accord des Flamands si volontiers querelleurs et avait été considéré comme le « manifeste de la politique flamande » (*Stimmungsbericht für die Zeit 1.29. Februar 1944*, 10 mars 1944. BAK, NS 19/1541). Cette vision optimiste est contredite, d'une part, par l'ordre d'Elias d'interdire la publication et, d'autre part, par l'interprétation thioise de l'article par *De Nationaalsocialist*.

Elias par l'affirmation que la « Flandre » (ou « Néerlande ») n'avait pas à se préoccuper de son identité et de sa liberté dans le *Reich* futur. On comprend que, réaliste et pragmatique, Elias était enclin à considérer le langage apodictique de Verschaeve comme une expression de naïveté politique et dès lors à y opposer son veto. La parution de l'article dans sa version « thioise » dans le *Nationaalsocialist*, avec l'autorisation de la censure allemande et donc l'approbation implicite de la *Militärverwaltung* <sup>(149)</sup>, suscita la vive indignation d'Hummitzsch, chef du SD à Bruxelles. Le samedi 4 mars, en début de matinée et quelques heures après la sortie de presse de l'hebdomadaire, il manda Deckmyn et Derbecourt en ses bureaux de l'avenue Louise à Bruxelles. Après avoir dû subir « les plus graves reproches et les plus vives menaces », les deux journalistes furent placés sous surveillance armée. Hummitzsch déclara agir en vertu d'ordres supérieurs <sup>(150)</sup>. Lambrechts et Wyndaele (ce dernier secrétaire général adjoint du VNV) furent également convoqués ce jour-là. Ils ne purent que déclarer que l'article contesté avait paru dans le *Nationaalsocialist* à l'insu de la direction du VNV. Vers 16 h. 30, Deckmyn et Derbecourt furent libérés après qu'Hummitzsch eut déclaré qu'ils entendraient encore parler de lui. Le lendemain 5 mars, ils se rendirent à Alveringem pour informer l'auteur de l'article, qui avait suscité tant d'agitation, de leurs démêlés avec le SD. Verschaeve écrivit immédiatement à Eggert une lettre circonstanciée où il exprimait son douloureux étonnement. Il estimait que les modifications apportées au texte (version « flamande » et « néerlandaise ») étaient peu importantes. Il confia de nouveau cette lettre à ses visiteurs en les priant de la remettre personnellement au destinataire à Bruxelles <sup>(151)</sup>.

### § 3. L'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele (29 février-1<sup>er</sup> mars 1944)

Le récit de l'incident suscité par l'article de Verschaeve nous a conduit à anticiper sur le cours des événements. Revenons-en au lundi 28 février, date à laquelle Elias, fort méfiant à l'égard de la politique germanique de la SS et avec des exigences qu'il savait inacceptables pour Himmler, entreprit le

(149) Dans sa lettre du 6 mars à Eggert, Verschaeve posait la question : que peut-on reprocher à Deckmyn et Derbecourt s'ils ont publié l'article « à la demande de l'administration militaire » ? Il est exclu qu'une demande pareille ait été faite.

(150) Sans plus de précisions. Le chef hiérarchique immédiat d'Hummitzsch à Bruxelles était le chef de la *Dienststelle Sipo-SD*. Hummitzsch l'a très vraisemblablement ignoré dans cette affaire. Une autre autorité hiérarchique directe était le chef de l'*Amt III (SD-Inland)* au RSHA de Berlin, Ohlendorf, de qui Hummitzsch relevait pour le *Volkstum*. Officiellement, Eggert n'avait aucun rapport avec la *Germanische Leitstelle* de Berger.

(151) Cfr note 141. La suite de l'histoire sort du cadre de cette étude. Le contrôle par la censure conduisit à une interdiction provisoire de *De Nationaalsocialist* (du 20 mai au 17 juin 1944). L'hebdomadaire put reparaitre à la condition que Deckmyn fut remplacé comme rédacteur en chef par A. Mermans, déjà rédacteur en chef de *Volk en Staat*, édition B. (Note d'Elias, 28 juillet 1944. Cette pièce nous a été transmise par M. Deckmyn.)

voyage qui devait le conduire au quartier général mobile de ce dernier (152). Il prit le train de nuit Bruxelles-Berlin en compagnie de Van de Wiele, Jungclaus et Canaris. En n'invitant pas le *Militärverwaltungschef*, bien que ce dernier l'eût expressément demandé (153), Himmler commettait un acte indélicat et délibérément offensant par lequel il entendait faire connaître qu'il niait tout bonnement « le responsable allemand » à Bruxelles, en même temps protecteur du VNV (154). Canaris, qui avait entamé son second mandat de chef de la Sipos-SD de Bruxelles le 1<sup>er</sup> février, et Jungclaus étaient eux de la partie car, après le retour d'Elias et Van de Wiele en Belgique, ils devaient à leur tour rencontrer Himmler. Nous reviendrons sur cette seconde entrevue du *Reichsführer-SS* (155). Elias s'attendait à une lutte dure et inégale vu qu'à l'exception de Canaris, il serait seul devant Himmler et ses collaborateurs.

Dans la soirée du 29 février, Himmler, Berger et Kaltenbrunner vinrent rejoindre à Berlin les quatre voyageurs venant de Bruxelles. Tout le monde prit place dans le train spécial *Heinrich*, quartier général mobile d'Himmler. Les premières discussions se déroulèrent au cours du long voyage de Berlin à Salzbourg pendant la nuit du 29 février au 1<sup>er</sup> mars. Un second entretien eut lieu le mercredi 1<sup>er</sup> mars dans la matinée, Himmler rencontrant séparément, Elias d'abord, Van de Wiele ensuite. Une audience commune très brève termina les pourparlers. Ce jour-là encore, Elias entreprit le voyage de retour, seul et non, comme Van der Elst le laisse sous-entendre, en compagnie de Canaris, Jungclaus et Van de Wiele. Le jeudi 2 mars, vers 18 h., le chef du VNV était de retour à Bruxelles.

En raison du manque de sources, l'historien ne peut reconstituer le cours des échanges de vues de façon aussi nuancée qu'il le souhaiterait. Il n'existe pas pour les conversations Himmler-Elias-Van de Wiele un compte rendu allemand de l'époque comme ce fut, par exemple, le cas pour l'entretien entre Himmler et Mussert au début de juillet 1943 (156). En tout cas, si un tel document existe, il n'a pas été retrouvé. Les déclarations d'Elias et Van de Wiele au cours de l'instruction de leur procès d'après-guerre sont au premier chef des plaidoiries pour lesquelles les intéressés, à défaut de sources écrites contemporaines, ont dû faire appel au travail extrêmement sélectif par nature de leur mémoire. Les déclarations concises mais substantielles d'Elias, confirmées en grande partie par Van de Wiele, semblent être des moins critiquables (157).

(152) Pour les dates, voir nos *Kanttekeningen* dans RBHC, VII, 1976, pp. 381-383.

(153) Déclaration de Reeder à son procès, 20 octobre 1950.

(154) Environ un an auparavant, dans sa méchante lettre du 16 février 1943, Himmler avait reproché à Reeder de ne pas avoir rempli son devoir en tant que « responsable allemand » à Bruxelles (*Cahiers*, 5, p. 31).

(155) Dans l'article final.

(156) IN 't VELD, *De SS en Nederland*, pp. 1116-1137, documents 432 et 433.

(157) Selon Van der Elst, il y eut une « confrontation » Elias-Van de Wiele au cours de l'instruction du procès Elias et elle aurait confirmé la version de ce dernier (VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 186, note 32). Il n'y a, jusqu'ici, aucune trace d'une confrontation Elias-Van de Wiele. Par contre, les deux suspects furent entendus séparément par l'auditeur et Van de Wiele confirma la version d'Elias (Cf. *Kanttekeningen*, II, RBHC, VII, 1976, pp. 390-392).

C'est Himmler qui entama la conversation au cours du long voyage nocturne de Berlin à Salzbourg. Il était temps, dit-il, de mettre fin au conflit entre le VNV et la DeVlag et d'arriver à un *modus vivendi* qui conduirait, si pas à un accord, du moins à une réconciliation (158). Selon Elias, Himmler ne ménagea pas ses louanges à l'adresse de Degrelle et le présenta comme exemple (158bis). Elias prit ensuite la parole (159). Les grandes lignes de son intervention peuvent être déduites des trois conditions, qu'en guise de conclusion, il assignait à une collaboration future et qu'il entendait comme des exigences (Himmler le comprit aussi de cette façon). 1) Une déclaration solennelle d'Hitler lui-même, d'Himmler ou de von Ribbentrop, Ministre des Affaires étrangères (160), par laquelle les Flamands recevraient l'assurance qu'ils « seraient reconnus en tant que peuple dans le statut futur de l'Europe » (161). 2) La dissolution de la DeVlag ou, du moins, la limitation de ses activités au seul domaine culturel. 3) La dissolution de la *Hitlerjeugd-Vlaanderen*. Elias ajoutait qu'il accepterait comme hôte une *Hitlerjugend* allemande destinée exclusivement aux enfants allemands. Elias se plaçait, ainsi qu'il le dit lui-même plus tard, « sur un plan totalitaire ». Il n'y avait place en Flandre que pour un seul mouvement politique : le VNV (162).

Il est difficile de déterminer la substance des propos de Van de Wiele à partir de ses déclarations d'après-guerre (163). Concernant la « réorganisation de l'Europe », il aurait émis l'idée qu'elle n'était possible que « sur la base de l'acceptation de l'idée nationale-socialiste » qui implique « que chaque peuple doit pouvoir se développer de façon autonome et sans pression d'un autre peuple ». Ce n'est pas l'origine des peuples qui déterminera leur place dans la nouvelle Europe « mais les valeurs spirituelles et matérielles que chaque communauté nationale possède et qu'elle devrait pouvoir librement déployer ». Van de Wiele aurait conclu en exprimant sa conviction que dans l'Europe d'après-guerre, « un ensemble de peuples germaniques dirigés par le

(158) Pv. Van de Wiele, 1<sup>er</sup> juin 1946 (Arch. pers. A.).

(158bis) Relation inédite d'Elias de l'entrevue de Salzbourg.

(159) Cf. pv. Elias, 27 juillet 1946 et 26 février 1947 et, en outre, deux notes non datées mais vraisemblablement rédigées en 1946 par Elias : *Entretien avec Himmler et Négociations avec la SS* et l'exposé des faits par l'auditeur Spanoghe dans le procès Elias, p. 30 (Arch. pers. A.). Van der Elst affirme, à tort (*op. cit.*, p. 185), qu'Elias posa quatre conditions. Il n'en a posé que trois (*Kanttekeningen*, II, dans RBHC, VIII, 1976, pp. 383-387). Le 16 avril 1944, Elias parla de son entretien avec Himmler devant les membres dirigeants du VNV de l'arrondissement de Gand-Eekloo. Un compte rendu non signé et non daté de cette allocution a été conservé et fait partie des archives personnelles d'un membre de la NSJV. E. Verhoeyen nous a transmis une photocopie de ce document. Qu'il en soit ici remercié.

(160) Elias ne soupçonnait pas qu'Hitler et Himmler ne supportaient aucune ingérence de von Ribbentrop dans la politique d'occupation.

(161) Selon le résumé conservé du discours d'Elias du 16 avril (voir note 159), le chef du VNV se serait exprimé à peu près dans les termes suivants : « La reconnaissance par les plus hautes instances allemandes de notre conception ethnique, thioïse, qui garantit notre avenir thioïse. Pour cela notre frontière ne doit pas disparaître. » A un autre moment, parlant du VNV, Elias aurait dit : « Cette formation doit être reconnue avec son programme comme un peuple intégré à la communauté germanique ; donc uni aux Pays-Bas du Nord, peu importe les frontières. »

(162) Pv. Elias, 27 juillet 1946 (Arch. pers. A.).

(163) Pv. Van de Wiele, 1<sup>er</sup> juin et 30 juillet 1946 (Arch. pers. A.).

*Reich* », la Flandre était appelée à jouer un jour le rôle majeur, « et même de surpasser le peuple allemand, moins vivace et plus pesant <sup>(164)</sup> ». Pragmatique, Elias aurait froidement répliqué qu'en politique, il s'en tenait aux faits <sup>(165)</sup>. On peut légitimement douter de ce qu'en présence d'Himmler, Van de Wiele ait tenu, ainsi qu'il l'affirma après la guerre, un langage aussi fort et aussi humiliant pour les Allemands. Peut-on imaginer que le *Reichsführer-SS* n'aurait pas immédiatement répliqué par l'argument du nombre ? Il l'avait fait avec Mussert, lorsque, le 8 juillet de l'année précédente, ce dernier s'était enhardi jusqu'à déclarer au quartier général d'Himmler qu'il ne partageait pas les vues de son hôte sur l'avenir : « un empire germanique de la nation allemande ». Mussert s'était alors entendu répondre que, même ensemble, les Hollandais et les Flamands ne pouvaient s'opposer aux 90 millions d'Allemands qui « formeront le noyau de l'Empire Germanique <sup>(166)</sup> ». Dans le pamphlet de Van de Wiele paru en 1942 sous le titre : *Op zoek naar een Vaderland*, on ne parle pas d'un rôle dominant des Flamands mais il est seulement question de la « fonction dirigeante de l'Allemagne » dans son ensemble <sup>(167)</sup>.

Himmler répondit qu'il considérait les conditions posées par Elias comme inacceptables. On ne pouvait encore déterminer ce que serait l'autonomie. Il estimait qu'il s'agissait là d'une préoccupation qui devait être rencontrée plus tard <sup>(168)</sup>. Selon Elias, on n'aborda pas explicitement le thème politique de la Grande Néerlande. Lorsqu'Himmler se lança dans le thème de la communauté bas-allemande allant de Dunkerque à Königsberg <sup>(169)</sup> et de l'anachronisme des petits Etats <sup>(170)</sup>, Elias crut pouvoir en déduire que le *Reichsführer* refusait de reconnaître l'autonomie du peuple néerlandais et son droit à vivre au sein d'un Etat qui lui fut propre <sup>(171)</sup>. L'affirmation d'Himmler selon laquelle les Allemands, évidemment, ne lâcheraient pas l'embouchure

(164) *Ibidem*. On retrouve la même conception chez le national-socialiste néerlandais Rost van Tonningen. Selon une déclaration d'après-guerre de Mussert, Rost aurait dit être convaincu que « notre peuple était d'une supériorité telle que si nous étions absorbé par le *Reich* allemand, nous en aurions la direction en dedans une génération. » (*Het Proces Mussert*, Den Haag, 1948, p. 134. Cfr aussi *Correspondentie van Mr. M.M. Rost van Tonningen*, I, édité par E. FRAENKEL-VERKADE, Den Haag, 1947, p. 80 et In 't VELD, *De SS en Nederland*, pp. 281-282.)

(165) Cfr note 163.

(166) In 't VELD, *op. cit.*, p. 1117.

(167) J. VAN DE WIELE, *Op zoek naar een Vaderland*, Brussel, 1942, p. 63.

(168) De cet avenir, seul Hitler déciderait. Mussert s'était fait dire par Himmler, début juillet 1943, que « *Wie der Führer das Reich einrichtet, muss man ihm überlassen* » (In 't VELD, *op. cit.*, p. 1119).

(169) On retrouve partiellement cette terminologie dans une allocution prononcée à Bruxelles, le 20 juillet 1944, par Van de Wiele, devant le personnel de l'administration centrale de la DeVlag. Selon le service de presse de la DeVlag, Van de Wiele déclara : « Nous devons établir, de la Normandie à Dantzig, l'unité néerlandaise-flamande en connexion avec la communauté bas-allemande et en collaboration avec le Grand *Reich* germanique. » (CREHSGM, DeVlag, II, 7.)

(170) Selon Canaris, Himmler fit comprendre qu'après la guerre, la Belgique serait rayée de la carte en tant qu'Etat indépendant et ferait partie du *Reich*. Van de Wiele et Elias auraient réagissant négativement, le premier prudemment, le second franchement, suscité l'irritation d'Himmler (Canaris à l'auteur, 6 septembre 1975). Le témoignage d'après-guerre de Canaris n'est pas contrôlable.

(171) Pv. Elias, 27 juillet 1946 et ses deux écrits cités à la note 159.

des trois grands fleuves, le Rhin, la Meuse et l'Escaut, était révélatrice (172). (En mai 1942, déjà, dans un de ses propos de table, Hitler avait déclaré que les Allemands n'abandonneraient jamais les positions fortifiées le long de la Manche pour se replier dans l'étroite baie de la mer du Nord (173).) Pour le reste, Himmler voulait bien admettre l'existence d'une langue néerlandaise (174). Revenant aux conditions d'Elias, il déclara qu'il ne pouvait être question d'une dissolution de la DeVlag ou d'une limitation de son activité au domaine purement culturel (175). « Vous me demandez la victoire », aurait-il alors répondu (176). Le VNV et la DeVlag avaient tous les deux leur mérite propre. Aucun arrangement n'était donc possible à l'exception d'une activité parallèle avec, cependant, abstention réciproque de toute attaque ouverte pour la durée de la guerre. A la question d'Himmler à Van de Wiele de savoir s'il pouvait garantir que la DeVlag s'abstiendrait d'attaquer le VNV, la réponse fut immédiate et affirmative. Ce ne fut pas le cas avec Elias. A trois reprises le chef du VNV assura être personnellement disposé à donner cet ordre mais déclara ne pouvoir garantir qu'il serait suivi par les membres du VNV. Himmler s'étonna : le VNV n'était donc pas un mouvement autoritaire ? S'il faut en croire Elias, sa réserve réitérée à trois reprises ne fut pas inspirée par la conscience de sa faiblesse mais n'était qu'une preuve de son « mauvais vouloir » (177). Himmler demanda encore si Elias était disposé à supprimer l'interdiction du recrutement pour la *Waffen-SS*. Sans hésiter, Elias refusa.

Au cours du bref entretien privé avec Elias, en présence de Berger, le lendemain matin (1<sup>er</sup> mars), Himmler aurait (selon Elias) déclaré « que ses espoirs avaient été déçus ». Dans cet ordre d'idées il aurait fait allusion à

(172) La déclaration d'Himmler sur l'embouchure des trois grands fleuves est confirmée par Van de Wiele qui précise cependant qu'on n'envisageait que l'occupation des points d'appui militaires (Pv. Van de Wiele, 30 juillet 1946, Arch. pers. A.). En fait, Elias avait, en quelque sorte, précédé Himmler lorsqu'en avril 1943, dans un discours thiois prononcé à Gand, il avait proclamé : « Notre patrie se trouve à l'embouchure de nos trois grands fleuves, sur le territoire des Pays-Bas formé par le delta de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin. » Cfr *Kanttekeningen*, II, RBHC, VII, 1976, p. 389.

(173) A. HITLER, *Libres propos sur la Guerre et la Paix*, éd. par F. Genoud, t. 2, Paris, 1956, p. 116. H. PICKER, *Hitlers Tischgespräche im Führerhauptquartier*, Stuttgart, 1976, p. 115.

(174) « Le Dr. Elias me raconta à propos de son entretien avec Himmler que ce dernier avait dit que nous n'étions pas un peuple distinct, que nous n'étions pas différents des Allemands. Peut-être pouvait-on considérer le néerlandais comme une autre langue. » (Pv. Wijndaele, secrétaire général adjoint du VNV, 28 mai 1946, Arch. pers. A.). L'historien américain E. Knoebel prétend que selon Himmler, le flamand n'était qu'un dialecte allemand. Un autre « changement phonétique » et le flamand serait devenu de l'allemand (E. KNOEBEL, *Racial Illusion*, p. 183. L'auteur toutefois ne cite pas sa source). Selon Mussert, Goering n'aurait considéré de même le néerlandais que comme un dialecte bas-allemand. Mais selon Hitler, le néerlandais et l'allemand étaient bien deux langues distinctes (*Het Proces Mussert*, p. 138).

(175) Pv. Van de Wiele, 1<sup>er</sup> juillet 1946 et pv. Elias, 27 juillet 1946 (Arch. pers. A.).

(176) Selon une lettre du 25 juillet 1944 de J. Olaerts, à ce moment bourgmestre de Genk, à Th. Brouns, chef régional du VNV pour le Limbourg. Olaerts recueillit ces propos de la bouche d'Elias lorsqu'en avril-mai ce dernier était venu s'expliquer devant les dirigeants du VNV limbourgeois au sujet de son entretien avec Himmler (GREHSGM, JMB/DJ, III).

(177) Cfr notes 171 et 175.

« l'influence de milieux cléricaux ». Elias déclara qu'il était prêt à dissoudre le VNV si Himmler l'ordonnait mais qu'il ne pouvait agir contre ses convictions. Himmler ne retint pas cette suggestion. Une dissolution du VNV relevait de son propre chef. Himmler aurait terminé l'entretien en faisant la leçon : on ne pouvait jamais abandonner la lutte ; c'est celui qui avait les nerfs les plus solides qui l'emporterait <sup>(178)</sup>.

On sait très peu de choses au sujet de l'entretien, qui suivit immédiatement, entre Himmler et Van de Wiele. Selon ce dernier, il ne dura que quelques minutes. Himmler répéta qu'il ne comprenait pas Elias. Il demanda à Van de Wiele « d'éviter tout affrontement et d'œuvrer à l'unité <sup>(179)</sup> ». Il ajouta, selon ce dernier, qu'il partageait ses vues en ce qui concerne le rôle des peuples dans l'Europe d'après-guerre. La tâche du chef de la DeVlag était moins lourde que celle du *Reichsführer-SS*. Il était, en effet, plus aisé de convaincre cinq millions de Flamands qu'en tant que Germains ils pourraient encore jouer un rôle dirigeant dans le *Reich*, que d'amener les nonante millions d'Allemands, qui ne se sentaient tout au plus que Grands Allemands, à se considérer comme Germains <sup>(180)</sup>.

Au cours de la brève audience commune à laquelle Berger et Jungclaus étaient également invités, Himmler insista à plusieurs reprises sur la nécessité d'éviter des attaques réciproques et fit une petite concession au VNV : la *SS-Sturmbrigade Langemarck* porterait dorénavant le qualificatif *Flämische*. On ne sait s'il répondait par là à un souhait d'Elias ou s'il accédait à une proposition de Jungclaus. La première hypothèse semble la plus vraisemblable <sup>(181)</sup>.

Canaris se mêla-t-il aussi à la discussion purement politique qui se déroula au cours du voyage nocturne Berlin-Salzburg ? En fait, il n'était pas compétent étant donné que c'est uniquement en vue de sa participation à un entretien ultérieur sur la nomination d'un HSSPF à Bruxelles qu'il était invité <sup>(182)</sup>. Selon une déclaration d'après-guerre d'Elias, Canaris se tut et donna l'impression qu'il se comportait comme un observateur extérieur <sup>(183)</sup>. Van de Wiele, par contre, se souvenait que Canaris, contrairement à Jungclaus et à l'encontre d'Himmler, défendit le point de vue des deux Flamands présents : on ne pouvait brusquer les Belges <sup>(184)</sup>. Canaris est en partie d'ac-

(178) Pv. Elias, 27 juillet 1946 et les deux écrits du *Leider* cités à la note 159. Lettre d'Elias à l'auteur, 19 novembre 1965 (Arch. pers. A.).

(179) Pv. Van de Wiele, 1<sup>er</sup> juin 1946 (Arch. pers. A.).

(180) Himmler développa le même thème au cours de son entretien avec Mussert, le 8 juillet 1943 : « *Es ist ganz klar, dass auch der Deutsche ein Germane werden muss, wobei Sie [Mussert] aber immerhin die 90.000.000 berücksichtigen müssten. Rein zahlenmässig wird sich das grosse Schwungrad der 90.000.000 viel schwerer in Bewegung setzen lassen, als das kleinere Rad der 9.000.000 Niederländer.* » (IN 't VELD, *op. cit.*, p. 1122.)

(181) *Kanttekeningen*, II, RBHC, VII, 1976, p. 390 et TB 27 (T-501, 106, 917).

(182) Cfr *infra*, p. 135.

(183) Pv. Elias, 21 février 1950 (Proc. Can. 0113).

(184) Pv. Van de Wiele, 21 février 1950 (Proc. Can. 0194).

cord avec Van de Wiele : au début du voyage nocturne, il défendit, prudemment, la ligne politique de l'administration d'occupation à Bruxelles. Pris à partie par Himmler, il se tut<sup>(185)</sup>. (Remarquons qu'il s'agit ici de deux témoignages incontrôlables d'après-guerre.)

Il serait intéressant de connaître l'atmosphère des entretiens. Selon Canaris, dont le témoignage ne vaut que pour la nuit du 29 février au 1<sup>er</sup> mars, elle fut assez détendue. Himmler n'aurait été agressif de temps à autre qu'à l'encontre d'Elias<sup>(186)</sup>. Constatons toutefois que celui-ci n'en fait point mention dans ses notes à propos des conversations avec Himmler.

Le *Reichsführer*, ainsi qu'il le reconnut lui-même, fut non seulement déçu dans son attente par Elias mais à tel point vexé par l'attitude négative de ce dernier que le 1<sup>er</sup> mars, dans la matinée, quelques heures après la conversation nocturne entre Berlin et Salzbourg, il exprima à Jungclaus, et peut-être également à Kaltenbrunner, sa résolution de faire arrêter le chef du VNV s'il persistait dans sa résistance à la politique SS après son retour en Belgique. Canaris en fut immédiatement informé par Jungclaus (ou Kaltenbrunner). Selon une note d'après-guerre de Canaris, lui-même et Jungclaus auraient reçu, le 1<sup>er</sup> mars, l'ordre verbal d'Himmler d'arrêter Elias et de le transférer en Allemagne si celui-ci ne soutenait pas la politique d'*Anschluss* du *Reichsführer*<sup>(187)</sup>. Contrairement à ce que prétend Van der Elst<sup>(188)</sup> il ne fut jamais question d'une arrestation immédiate du chef du VNV alors qu'il était encore en Allemagne en tant qu'hôte d'Himmler<sup>(189)</sup>. On peut difficilement imaginer qu'Himmler et les collaborateurs qui l'entouraient à Salzbourg, Kaltenbrunner, Berger, Canaris et Jungclaus, aient pu envisager une telle erreur politique. Si Elias avait été emprisonné, Van de Wiele serait rentré seul en Belgique et l'invitation d'Elias par Himmler eut été considérée comme un piège et ce, pas seulement dans les milieux du VNV.

Dans les journaux du 2 mars 1944, il parut un communiqué du DNB de Berlin daté de la veille<sup>(190)</sup>. Il se bornait à signaler que le *Reichsführer-SS* avait reçu, en audience commune, en présence du *SS-Obergruppenführer*

(185) Lettre de Canaris à l'auteur, 6 septembre 1975.

(186) Lettre de Canaris à l'auteur, 6 octobre 1975.

(187) Liste d'ordres reçus par Canaris au cours de ses deux mandats à Bruxelles. Manuscrit non daté (vraisemblablement de 1946) et rédigé par Canaris en prison. « I. Befehle Himmlers... 2.) Mündlicher Befehl vom 1.III.1944 (sowohl an Jungclaus als auch an mich) Dr. Elias zu verhaften u. ins Reich zu bringen, wenn er die von ihm [Himmler] gewünschte Anschluss-Politik Flanderns an das Reich nicht unterstützte. » (Proc. Can. 0157.) Le témoignage de Canaris concernant une arrestation d'Elias envisagée par Himmler en 1944 est unique. Il n'y a, a priori, aucune raison de douter de sa crédibilité, son témoignage n'ayant aucun rapport direct avec son procès.

(188) VAN DER ELST, *op. cit.*, p. 186.

(189) Lettre de Canaris à l'auteur, 6 août 1975 et *Kanttekeningen II* dans RBHC, VII, 1976, pp. 392-396.

(190) E.a. dans *Brüsseler Zeitung et Volk en Staat*.

Berger et du *SS-Gruppenführer* Jungclaus, les chefs du VNV et de la DeVlag et ne disait rien au sujet des résultats de l'entrevue. Il n'y en avait d'ailleurs aucun à l'exception de la promesse de non-belligérence des deux chefs flamands et de la (médiocrement consolante) promesse d'Himmler de dorénavant appeler « flamande » la *SS-Sturmbrigade Langemarck*. Politiquement, l'éprouvant déplacement n'avait rien apporté au chef du VNV. Sans qu'il ait pu le prévoir, il avait, par sa demande d'une entrevue, donné l'occasion à un Himmler surpris d'imposer à nouveau son intervention dans la *Flamenpolitik* de l'administration militaire. Le *Reichsführer-SS* en avait habilement profité pour atteindre un triple résultat. 1) La négation du *Militärverwaltungschef* Reeder dans l'une de ses compétences d'importance vitale : le contrôle de la collaboration politique en Flandre. 2) La reconnaissance explicite de la DeVlag en tant que concurrent valable d'un VNV qui en était ainsi réduit à une défensive accrue. 3) L'affaiblissement du prestige d'Elias, revenant les mains vides, à l'intérieur de son propre parti. Il devait, peu après, constater que la gratitude n'est pas du domaine de la politique et être qualifié de *Versager* (l'homme sans succès) par certains déçus (191).

Il n'est pas sans intérêt d'apprendre comment la propagande allemande a commenté quelques mois plus tard, dans une publication « très confidentielle », le résultat de l'entretien de Salzbourg. Fin août, six semaines après que la *Militärverwaltung* eut dû céder la place à une *Zivilverwaltung*, un article intitulé : *Le commissaire du Reich en Belgique et dans le Nord de la France* (192) parut dans *Die Lage*, organe de la direction centrale de la Propagande du NSDAP et du Ministère de l'Information et de la Propagande de Goebbels. En Flandre, y lisait-on, le VNV « ne présente plus aucun intérêt du point de vue allemand » après que son chef, Elias, eut refusé d'accéder à la demande du *Reichsführer-SS* de collaborer avec la DeVlag sur la base d'un programme politique unitaire. Elias, en effet, ne reconnaissait pas « une communauté d'intérêt germanique ». Il ne voyait la libération de la Flandre que par un programme particulier (*Separatprogramma*) d'orientation cléricalo-bourgeoise qui tendait à l'établissement d'un Etat intermédiaire le long de la Manche (193).

(191) TB 27 (T-501, 106, 911).

(192) *Die Lage*, 23 août 1944, pp. 9-10.

(193) « In Flandern musste der Vlaamisch Nationaal Verbond für das deutsche Interesse ausscheiden, nachdem sein Verbandsführer Dr. Elias den Versuch des Reichsführers-SS, den Nationalverband und die Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft auf ein einheitliches politisches Programm zu einigen, daran scheiterte, dass Dr. Elias die Anerkennung einer gesamtgermanischen Zielsetzung verweigerte und stattdessen die flämische Befreiung lediglich für ein « Dietsches » bürgerlichklerical orientiertes Separatprogramm beanspruchen wollte, das auf die Errichtung eines eigenen Zwischenstaates am Kanal abzielt. »

#### § 4. L'entretien Himmler-Kaltenbrunner-Berger-Jungclaus-Canaris (1<sup>er</sup> mars 1944)

Le 1<sup>er</sup> mars 1944, quelques heures après qu'Elias et Van de Wiele eurent pris séparément (194) le chemin du retour en Belgique, Himmler eut une seconde conversation en son train spécial, encore stationné dans la région de Salzbourg. Quatre hauts dignitaires SS de la police et de la politique y participèrent : Kaltenbrunner, chef du RSHA ; Berger, chef du *SS-Hauptamt* ; Jungclaus, représentant politique d'Himmler en Belgique et Canaris, chef de la *Sipo-SD Dienststelle* de Bruxelles. Contrairement au premier entretien qui avait été de nature politique (les relations VNV-DeVlag), le second fut consacré à la mise au point d'une tactique d'élimination discrète de la longue résistance de Reeder à la nomination d'un HSSPF dans son ressort.

Il est nécessaire, pour comprendre le déroulement de cet entretien, d'en éclairer le contexte immédiat. Des faits connus, il apparaît que Reeder était bien informé concernant les plans d'Himmler et plus particulièrement concernant son intention de discuter de la procédure de nomination d'un HSSPF à Bruxelles avec Canaris et Jungclaus et leurs chefs respectifs, Kaltenbrunner et Berger. Officieusement et par correction, Canaris fit savoir à Reeder, son chef direct à Bruxelles, qu'il était attendu par Himmler (195). Le 28 février, quelques heures avant son départ pour Berlin, il avait même encore rencontré le *Militärverwaltungschef* à Bruxelles et, selon sa version d'après-guerre, avait informé Reeder des plans d'Himmler. Tous deux s'accordèrent sur le fait que la nomination éventuelle de Jungclaus, avec compétence policière et politique, aboutirait en fait à la reconnaissance au représentant du *Reichsführer* de l'entière compétence gouvernementale en Belgique. (Il est significatif qu'Himmler n'émit aucune prétention sur le terrain économique, qu'il estimait, suivant Reeder, trop dangereux.) Reeder se demandait si Jungclaus serait en mesure d'assumer son nouveau rôle. Pour mettre Himmler en échec, il en revint partiellement au projet de compromis élaboré fin décembre par Kaltenbrunner : en tant que HSSPF, c'est à lui et non à von Falkenhausen que Jungclaus serait directement subordonné. C'est à cette seule condition qu'il se déclara prêt à accepter le plan d'Himmler. Canaris exprima son plein accord à cet égard (196).

Deux remarques s'imposent avant de poursuivre. 1) Environ un an auparavant, le *Militärverwaltungschef*, appuyé par von Falkenhausen et en ré-

(194) Cfr *supra*, p. 128.

(195) Pv. Reeder, 20 décembre 1949 (Proc. vF. 1739).

(196) Note de Canaris : *Inbibierung der totalen Machtergreifung in Belgien durch Himmler*, Nivelles, prison, 10 août 1946 (Arch. pers. A.). — Quelques semaines après son arrestation par les Américains dans la région de Milan (avril 1945), Canaris avait déjà fait état, au cours d'interrogatoires par les services de renseignements militaires britanniques, des faits traités ici. Le rapport de son important témoignage est presque identique sur le fond avec sa propre note du 10 août 1946. De ce rapport (signé par l'interrogateur britannique et non contresigné par Canaris), on ne dispose que d'une lamentable traduction française dont certains passages sont quasi incompréhensibles (Proc. Can. 0097).

ponse à la furieuse lettre du 16 février 1943 d'Himmler, avait menacé de démissionner si un HSSPF était nommé à Bruxelles (197). Fin février 1944, il se déclare prêt à l'accepter à la condition que l'intrus lui soit directement soumis — ce qui prouve qu'il a conscience de ne plus avoir les moyens de s'opposer à la présence d'un représentant d'Himmler. 2) L'entretien officieux du 28 février entre Reeder et Canaris éclaire les relations personnelles et officielles des deux partenaires et leur collaboration de fait, en tout cas remarquable, contre Himmler à l'encontre de la nomination d'un HSSPF à Bruxelles. Cette forme de collaboration n'était pas tellement exceptionnelle. Heydrich déjà, avait pu se rendre compte de l'impossibilité de nommer à Bruxelles un chef de la Sipo-SD qui ne recueillit point l'approbation de Reeder (198). Rien ne prouve que son successeur, Kaltenbrunner, ait pensé différemment. Au cours de l'instruction de son procès d'après-guerre, le chef de l'administration militaire d'occupation a affirmé explicitement la qualité de sa collaboration avec Canaris et Ehlers qui lui transmettaient régulièrement pour information des documents confidentiels émis par la SS, en sorte qu'il était au courant des manigances du SD et d'Himmler lui-même, à son endroit (199).

Canaris était donc parti, le 28 février au soir, de Bruxelles pour Berlin avec Elias, Van de Wiele et Jungclaus. Arrivé dans la capitale allemande dans la matinée du 29, il quitta pendant quelques heures ses compagnons de voyage pour se rendre à l'immeuble du RSHA et informer son chef du point de vue de Reeder concernant le projet de nomination de Jungclaus comme HSSPF à Bruxelles. Kaltenbrunner, qui souhaitait surtout une solution à l'amiable au conflit Himmler-Reeder, se déclara d'accord avec ce point de vue — quoiqu'avec quelque hésitation (200). Comme nos lecteurs le savent déjà, Canaris, au soir de ce même jour, partit non seulement avec Elias, Van de Wiele et Jungclaus (ses compagnons de voyage depuis Bruxelles), mais

(197) *Cahiers*, 5, p. 41.

(198) *Cahiers*, 3, p. 130.

(199) Cfr *Cahiers*, 3, pp. 41, 146-50, 155, 168-71 et le mémoire de Reeder du 4 avril 1949, pp. 23-27 (Proc. vF. 229). Ce dernier document contient de nombreux renseignements sur la collaboration confiante (pendant plusieurs années) entre Reeder, Canaris et Ehlers contre les services régionaux et centraux du SD qui avaient l'oreille d'Himmler. Les chefs successifs de la *Dienststelle* de la Sipo-SD de Bruxelles, Ehlers et Canaris, eurent la mauvaise réputation d'être *Reederhörig*. Reeder écrit notamment : « *Der Leiter der Dienststelle der Sipo kannte die aggressive Tätigkeit des SD gegen den Militärbefehlshaber und die Militärverwaltung, billigte sie keineswegs; hat vielmehr öfters von dem Inhalt der Befehle [des RSHA] Kenntnis gegeben und mir auch die daraufhin befolgte Reaktion in Berlin mitgeteilt. Die Information war aber rein vertraulicher, privater Art. ...Die wichtigsten und für die Militärverwaltung interessantesten Berichte und Mitteilungen waren nicht die schriftlichen Vorlagen, sondern die vertraulichen Eröffnungen, die mir Canaris (sic) und Ehlers mündlich machten... Wenn ich persönlich im RSHA vorsprach, war ich vorher von den Leitern der Sipo instruiert worden, was ich nicht sagen möchte, mein Lob bedeutete Tadel im RSHA und umgekehrt.* »

(200) Selon Canaris dans sa note du 10 août 1946 (note 196). Était-il tellement difficile à Kaltenbrunner d'adopter le même point de vue ? C'était, en fin de compte, le sien, ainsi que le révélait sa proposition de compromis de fin décembre (Cfr *supra*, p. 119.)

aussi avec Himmler, Kaltenbrunner et Berger, de Berlin à Salzbourg. Après la conversation nocturne dans le train spécial d'Himmler, Elias et Van de Wiele prirent, le 1<sup>er</sup> mars vers midi, le chemin du retour. Le même jour — nous revenons ainsi à notre point de départ — Himmler, Kaltenbrunner, Berger, Jungclaus et Canaris se réunirent une seconde fois dans le train spécial qui stationnait encore aux environs de Salzbourg.

Sur ce second entretien qui ne traita que de la nomination de Jungclaus, on ne connaît que très peu de choses. La seule source disponible est une note d'après-guerre, du 10 août 1946, de Canaris (201). Selon ce document, Kaltenbrunner introduisit la conversation sans faire toutefois mention de la réserve émise par Reeder concernant la position future de Jungclaus. Canaris demanda alors la parole. S'adressant directement à Himmler, il dit que Reeder souhaitait qu'en tant qu'HSSPF, Jungclaus lui soit directement soumis à lui, le *Militärverwaltungschef* et non à von Falkenhausen, le *Militärbefehlshaber*. Himmler perçut immédiatement la manœuvre de Reeder. Blême de colère, il hurla : « Reeder ne se figure quand même pas qu'il a bien travaillé en Belgique. Le *Führer* le désapprouve entièrement. Je n'ai plus qu'un mot à dire au *Führer* et *Herr* Reeder est définitivement sur le flanc. Dites-lui qu'il cède immédiatement à Jungclaus toutes les compétences (politique ethnique et police) par moi souhaitées et que je vous ordonne de lui signifier qu'un refus sera considéré comme un acte d'insubordination à mon égard (202). » Après cet accès de colère, Himmler, d'une voix claironnante, ajouta à l'adresse de Canaris qu'il attendait que ce dernier l'avise rapidement, par l'intermédiaire de Kaltenbrunner, des dispositions de Reeder à une capitulation totale. Compte tenu de l'opposition tenace de Reeder contre la nomination de Jungclaus, la version d'après-guerre de Canaris est acceptable.

C'est préoccupé d'un torturant problème que Canaris accomplit le voyage de retour de Salzbourg à Bruxelles : comment communiquer au *Militärverwaltungschef*, son supérieur direct, avec la prudence et le tact requis, l'offensante commission du *Reichsführer-SS* (203) ? Il écrit qu'après son retour à Bruxelles, le 4 mars, il hésita pendant deux jours avant de se rendre auprès de Reeder. C'est en présence d'Heym, premier collaborateur politique de Reeder depuis le départ de Thedieck en avril 1943, qu'il fit rapport au sujet de la conversation avec Himmler (204). Il déclara que ce dernier s'en tenait

(201) Comme la note précédente.

(202) « Reeder soll sich nur nicht einbilden, in Belgien viel geleistet zu haben. Der Führer ist gar nicht mit ihm einverstanden. Ich brauche dem Führer nur noch ein weiteres Wort über Herrn Reeder zu sagen und er fällt der Länge nach auf die Schnauze und wird sich nie wieder erheben. Sagen Sie ihm, dass er nunmehr sofort die von mir verlangten Ämter an Gruppenführer Jungclaus abgibt und dass Sie von mir den Befehl haben, ihm zu erklären, jede Weigerung seinerseits als Angriff auf mich zu betrachten. » Selon le compte rendu de la première audition de Canaris par les services de renseignements militaires britanniques (*supra*, note 196), Himmler avait expressément déclaré qu'il ne commandait pas seulement à Reeder en tant que *Reichsführer-SS* mais aussi en tant que ministre de l'Intérieur, fonction qu'il occupait, en effet, depuis août 1943.

(203) Comme note 200.

(204) Affidavit Heym, 2 août 1948 (BAK, *All. Proz.* 4, von Falkenhausen 109).

à son exigence bien connue, tut la brutale injonction et signala quand même prudemment mais suffisamment clairement que le *Reichsführer* s'était montré « assez irrité » (« *ziemlich ungebalden* »<sup>(205)</sup>). Reeder répondit qu'il maintenait son point de vue et ne céderait aucune compétence aussi longtemps que la chose ne lui était expressément ordonnée<sup>(206)</sup>. Le lendemain, 7 mars, Canaris envoya, en accord avec Heym, un télex à Kaltenbrunner : Reeder, signala-t-il, s'était déclaré disposé en principe (*quod non*) à obéir immédiatement à l'ordre d'Himmler<sup>(207)</sup>. Des problèmes inattendus avaient toutefois surgi lors de l'application. Heym informa Reeder de cette manœuvre de retardement sans toutefois, toujours selon Canaris, lui révéler quoi que ce soit à propos de l'humiliante mission<sup>(208)</sup>. C'est « très mécontent » que Kaltenbrunner aurait réagi au télex de Canaris. Canaris, seule source disponible en l'occurrence, nous apprend, qu'en collaboration avec Heym, il souligna, dans les semaines et les mois qui suivirent, en des rapports spéciaux et circonstanciés, les difficultés de toute nature qui entravaient le transfert de compétences souhaité, à savoir, notamment, le fait que Jungclaus ne disposait pas du personnel nécessaire et qu'on devrait donc faire appel aux fonctionnaires de la *Militärverwaltung*. C'est ainsi qu'il parvint à lanterner Kaltenbrunner jusqu'en juillet, date à laquelle la *Militärverwaltung* céda la place à une *Zivilverwaltung* avec un *Reichskommissar* flanqué d'un HSSPF. Canaris écrit dans sa note du 10 août 1946 et la chose est confirmée par Heym<sup>(209)</sup> : « Je peux, en conscience, déclarer, qu'en cette affaire si importante pour Himmler, j'ai également volontairement trompé Kaltenbrunner. » Canaris sou-

(205) L'éclat d'Himmler est mentionné dans deux mémoires de Reeder à l'auditeur Wil-mart, 4 avril 1949, p. 27, et 2 mai 1949, p. 45 (Proc. vF. 229 et 352). Il est évident que Reeder paraphrase dans ces deux documents ce qu'il avait appris de Canaris.

(206) Comme note 203.

(207) Canaris écrit à Schula, chef du *Amt I* (Service du personnel) au RSHA, le 15 mars 1943 : « *Im übrigen scheint sich die Frage mit dem HSSPF nun zu klären. Der Militärverwaltungschef, Gruppenführer Reeder, hat den Wunsch geäußert, dem Reichsführer-SS nochmals seine Überlegungen vortragen zu dürfen. Ich nehme an dass dann alles schnell seinen weiteren Verlauf nehmen wird.* » (Proc. Can. 0141.) Il faut y voir un morceau de diplomatie de Canaris.

(208) Dans son affidavit du 2 août 1948 (note 204), Heym affirme que Reeder était certainement au courant de l'ordre humiliant d'Himmler. Selon Canaris, Reeder ne fut complètement informé de la sortie brutale d'Himmler que lors de l'instruction de son procès, par une déclaration du même Canaris (Pv. Canaris, 12 mai 1949. Proc. Can. 0142).

(209) Comme note 204. Brunner, du groupe *Polizei* dans l'administration militaire à Bruxelles, confirme la version Canaris. Dans un mémoire d'après-guerre (non daté, 1949 ?) intitulé : *Die Entwicklung der Polizeigewalt in Belgien während der deutschen Besatzung 1940-1944. Ein Beitrag zu dem Verhältnis der Wehrmacht zur SS* (BAK, *Alliierte Prozesse* 4, von Falkenhausen, 109) on lit (p. 14) : « *Im Frühjahr 1944... verlangte Himmler kategorisch die Einsetzung von SS-Gruppenführer Jungclaus als HSSPF. Standortführer Canaris wurde mit der Übermittlung dieser Forderung beauftragt. In dieser Situation erwarb sich Canaris dadurch ein beachtlicher Verdienst um Belgien, dass er durch eine binhaltende, gefärbte Berichterstattung gegenüber dem eigenen Reichssicherheitshauptamt abermals die Dinge in der Länge zog.* » Brunner tenait probablement son information de Heym ou de Reeder lui-même. Ce dernier note en marge : « *Ich habe Canaris damals gesagt, dass ich unter keinen Umständen mit den Wünschen Himmlers [un mot illisible] würde, was auch folgen möge. (Siehe Aussage Heym Canaris).* »

ligne que son attitude ne fut pas suscitée par une animosité personnelle à l'égard de Jungclaus qu'il considérait comme un « homme correct » mais « entièrement soumis à la volonté d'Himmler ». Canaris n'avait épargné aucun effort auprès de Jungclaus pour lui faire comprendre à quelles difficultés extraordinaires il aurait à faire face si Reeder était amputé brutalement de ses principales compétences. La remarque d'après-guerre de Canaris selon laquelle Jungclaus n'accepta cette argumentation qu'avec mauvaise grâce, est probablement fondée (210).

Voyons maintenant comment Reeder réagit à cette nouvelle (et dernière) attaque d'Himmler. Selon sa version d'après-guerre, qu'il faut évidemment lire comme un plaidoyer (211), l'humiliante exigence du *Reichsführer* lui apparut « si brutale et si dénuée de tact », que, « sous l'empire de la colère » et sans tenir compte de son intérêt personnel, il demanda la protection de Keitel contre « la tentative de chantage d'Himmler ». Il affirma en 1949 qu'il put amener le Feldmaréchal, qui avait déjà fait des promesses verbales à Himmler, à revenir *in extremis* sur celles-ci (212). Cette présentation des faits semble quelque peu exagérée. Il est douteux que Keitel ait cédé aussi facilement au *Reichsführer* que Reeder l'affirma après-guerre. En tant que chef de l'OKW, il avait à plusieurs reprises prouvé qu'il était solidement prémuni contre l'ingérence politique et policière d'Himmler dans la Belgique et le Nord de la France occupée (213). On peut cependant admettre que Reeder, inquiet par la prudente mais suffisamment claire communication de Canaris au sujet de l'irritation d'Himmler, s'est une nouvelle fois empressé de faire appel à la médiation de Keitel et que ce dernier a fourni avec succès l'appui demandé, vu qu'Himmler n'obtint à nouveau pas satisfaction. L'explication de cet échec réside dès lors dans l'opposition de Keitel, dans les habiles manœuvres de Canaris à l'encontre de Kaltenbrunner et surtout dans la neutralité bienveillante de Bormann, chef de la Chancellerie du Parti, qui ne souhaitait pas que l'influence d'Himmler en Belgique occupée fût solidement renforcée (214).

L'importante question demeure de savoir pourquoi Himmler manifesta, au début de mars, une telle impatience à faire nommer Jungclaus comme son représentant à Bruxelles. Si on comprend son mécontentement croissant et même son attaque colérique contre le chef récalcitrant de la *Militärverwaltung*

(210) Comme note 196.

(211) Il va de soi que cela vaut pour la version Canaris. Celui-ci n'avait, pourtant, aucun intérêt à déclarer, pendant l'instruction de son procès, qu'il n'avait pas complètement informé Reeder au sujet de l'humiliante mission d'Himmler. Qu'il l'ait fait ou non importe peu. L'humiliante mission de Canaris à l'encontre de Reeder n'est pas douteuse. Elle était dans la logique de l'évolution de la lutte Himmler-Reeder. Deux dures humiliations avaient précédé celle de fin février 1944 : la lettre courroucée d'Himmler du 16 février 1943 (*Cahiers*, 5, p. 30) et la non-invitation de Reeder aux conversations Himmler-Elias-Van de Wiele (*supra*, p. 128).

(212) Mémoire Reeder, 2 mai 1949, pp. 45-46 (Proc. vF. 352).

(213) *Cahiers*, 4 pp. 90, 139-140 ; 5, p. 160 et les sources là citées.

(214) Au sujet de l'attitude de Bormann, cf. *Cahiers*, 5, p. 146.